

geht aber auch um die Risikoabwägung in bezug auf eine allfällige Volksabstimmung. Sie haben diese Risikoabwägung vorzunehmen. Die Kommission war – wie gesagt – mit 10 zu 9 Stimmen geteilt.

Die Mehrheit der Kommission hat diese Risiken etwas weniger hoch erachtet als die Minderheit der Kommission. Der Sprechende gehörte zur Minderheit, weil er Paketlösungen nicht schätzt und ihnen in allfälligen Volksabstimmungen auch weniger Chancen gibt.

M. Aguet, rapporteur: Le projet qui nous a été soumis, et qui n'est valable que pour quelques années, nous le répétons, est un projet cohérent à deux volets qui sont liés.

Le coût de la santé devient dramatique, les cotisations ne sont plus supportables ni pour les assurés ni pour les collectivités publiques. Ce qui compte, c'est l'objectif prioritaire de cet arrêté, à savoir la lutte contre le renchérissement. Or, ce sont ces mesures qui sont combattues avec le plus de vigueur. Les mesures contre la désolidarisation sont presque subsidiaires, même si elles inspirent une sympathie plus large au sein de ce conseil. Le Conseil fédéral ne peut pas faire pression sur les coûts – et nous avons déjà décidé de le soutenir dans cette voie – sans régler cette autre question de la désolidarisation.

La proposition de Mme Nabholz est une sorte d'artifice pour revenir sur les décisions prises hier et ce matin. C'est pourquoi je vous invite, avec la majorité de la commission, à la repousser.

M. Cotti, président de la Confédération: Je m'exprimerai très brièvement sur ces questions tactiques. Toutefois, je voudrais commenter une observation du président de la commission.

Mme Nabholz propose de séparer les deux paquets. C'est très habile, cela signifie que finalement on pourra peut-être refuser un paquet et accepter l'autre. Voyez-vous, Madame Nabholz, je ne voudrais pas me mêler de ces questions tactiques, mais les deux paquets sont étroitement liés. M. Allenspach l'a d'ailleurs relevé à juste titre. En effet, les deux piliers du paquet – si j'ai parlé de trois piliers hier c'est que les 100 millions mis à la disposition des plus faibles en font partie – sont absolument essentiels: d'un côté, la désolidarisation, mais de l'autre un certain plafonnement des coûts et des cotisations qui, au fond, représente aussi une contribution à la solidarité. Dès lors, votre proposition me paraît quelque peu artificielle.

Monsieur Allenspach, je voudrais vous répondre sur un seul point, lorsque vous parlez des craintes quant à l'attitude du Conseil des Etats ou quant à un référendum. On ne peut prévoir l'attitude du Conseil des Etats, c'est à lui d'assumer ses responsabilités. Mais je peux vous rassurer, Monsieur Allenspach, au niveau du référendum il n'y a aucune crainte à avoir: le peuple attend qu'on agisse dans ce secteur. Là, je n'aurai aucune difficulté si les deux choses étaient soumises au peuple, qui les approuvera certainement, l'une ou l'autre.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Nabholz
Dagegen

66 Stimmen
86 Stimmen

Art. 8

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3, 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Gysin, Allenspach, Massy, Mauch Rolf, Pidoux, Seiler Hanspeter, Widrig)

Keine Gewährung der Dringlichkeit

Antrag Keller Rudolf

Abs. 2

Er tritt auf den 1. Januar 1993 in Kraft.

Eventualantrag Leuba

(falls Dringlichkeit beschlossen wird)

Abs. 3

Er untersteht gemäss Artikel 89bis Absatz 3 der Bundesverfassung dem obligatorischen Referendum. Der Bundesrat bestimmt die Dauer des Beschlusses; dieser gilt höchstens bis zum 31. Dezember 1994.

Art. 8

Proposition de la commission

Al. 1, 3, 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Gysin, Allenspach, Massy, Mauch Rolf, Pidoux, Seiler Hanspeter, Widrig)

Pas d'octroi de la qualité d'urgence.

Proposition Keller Rudolf

Al. 2

Il entre en vigueur le 1er janvier 1993.

Proposition subsidiaire Leuba

(en cas où l'urgence serait votée)

Al. 3

Le présent arrêté est sujet au référendum obligatoire, selon l'article 89bis, 3e alinéa, de la constitution. Le Conseil fédéral fixe sa durée de validité, limitée au plus tard au 31 décembre 1994.

Präsident: Die Beratung von Artikel 8 wird ausgesetzt.

Dieser Artikel sowie die Anträge Keller Rudolf und Leuba beziehen sich auf die Dringlichkeit. Nach Artikel 35 des Geschäftsverkehrsgesetzes wird über die Dringlichkeit erst nach der Differenzbereinigung abgestimmt.

Verschoben – Renvoyé

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes
Dagegen

96 Stimmen
55 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Ad 88.032

Datenschutzgesetz (Datenbearbeitung auf dem Gebiet der Strafverfolgung)

Protection des données. Loi (Traitement des données en matière de poursuite pénale)

Zusatzbotschaft und Gesetzentwürfe vom 16. Oktober 1990
(BBl III 1221)

Message complémentaire et projets de loi du 16 octobre 1990
(FF III 1161)

Beschluss des Ständerates vom 27. November 1990
Décision du Conseil des Etats du 27 novembre 1990

Kategorie III/I, Art. 68 GRN – Catégorie III/I, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Entwurf A

Eintreten

*Entwurf B**Mehrheit**Eintreten**Minderheit*

(Rechsteiner, Jeanprêtre, Neukomm, Thür, Vollmer)

Eintreten und Rückweisung an den Bundesrat

Die Bestimmungen über das Ripol (Art. 351bis), die erkennungsdienstlichen Daten (Art. 351septies) und die Strafreigisterdaten (Art. 363bis) seien an den Bundesrat zurückzuweisen mit dem Auftrag, einen Entwurf zu erarbeiten, der die Verantwortung für die Datenbearbeitung, die erfassten Daten, die Rechte der betroffenen Personen, die Aufbewahrungsdauer und die Zusammenarbeit mit den Kantonen auf Gesetzesstufe regelt.

*Proposition de la commission**Projet A*

Entrer en matière

*Projet B**Majorité*

Entrer en matière

Minorité

(Rechsteiner, Jeanprêtre, Neukomm, Thür, Vollmer)

Entrer en matière et renvoyer le projet au Conseil fédéral

Les dispositions relatives à RIPOL (art. 351bis), aux données signalétiques (art. 351septies) et aux données du casier judiciaire (art. 363bis) doivent être renvoyées au Conseil fédéral avec le mandat d'élaborer un projet qui réglemente au niveau de la loi la responsabilité du traitement de données, les données collectées, les droits des personnes concernées, la durée de conservation et la collaboration avec les cantons.

M. Cotti, rapporteur: Lors de notre session de juin dernier, nous avons adopté la loi sur la protection des données. Des différences subsistent avec la version adoptée par le Conseil des Etats en mars 1990. La commission du Conseil des Etats a maintenant achevé ses travaux, nous aurons donc à nous occuper des divergences lors d'une prochaine session.

Comme vous le savez, la loi sur la protection des données exclut de son champ d'application notamment les traitements de données personnelles, a) dans le cadre de procédure d'entraide judiciaire internationale, concernant les causes pénales, b) dans le cadre de procédures pénales relatives, en particulier, à des causes relevant de la procédure pénale fédérale. Cela englobe également les recherches de la police judiciaire. Cette exclusion ne signifie pas, pour autant, que de telles procédures doivent être menées sans garantie pour les droits de la personne et que, notamment, le traitement des données personnelles échappe à toute réglementation. Les lois de procédure contiennent déjà des règles de protection des données. La procédure pénale fédérale offre à la personne concernée des garanties sur la manière dont les données seront recueillies, utilisées ou communiquées.

Dans le domaine de la police judiciaire et de l'entraide internationale, notamment en relation avec INTERPOL, ces dispositions demeurent cependant insuffisantes. Des lacunes doivent être comblées, en particulier en relation avec les recherches de la police judiciaire, qui ne font pas l'objet de dispositions spécifiques de protection des données. Toutefois, l'application de la loi sur la protection des données à ces procédures entraînerait une insécurité juridique et risquerait de compliquer, voire même d'entraver le déroulement des procédures. Il s'agit également de créer des bases légales pour les mesures de contraintes ordonnées par la police. Ces mesures susceptibles en soi de porter atteinte à des personnes reposent aujourd'hui sur la clause générale de police.

L'annexe au projet de la loi sur la protection des données contenait déjà des propositions de modifications de la procédure pénale fédérale et de la loi sur l'entraide judiciaire internationale. Toutefois le Conseil des Etats avait reporté l'examen des modifications de la procédure pénale fédérale et de l'entraide pénale internationale, car il était d'avis que ces dispositions devaient être complétées, en tenant compte des résultats de la Commission d'enquêtes parlementaire la CEP – ou Puk.

Dans sa motion 2, la CEP 1 priait le Conseil fédéral: «de soumettre ou d'édicter, sans délai, des dispositions sur la protection des données, dans le sens suivant: 1. des critères précis doivent être établis pour la collecte des données et des informations. Il importe, en particulier, de redéfinir régulièrement le mandat général de police, en vue de son application pratique. 2. Pour autant que des raisons impérieuses de protection de l'Etat ne s'y opposent pas, il y a lieu de concéder aux personnes concernées un droit de consultation et un droit de rectification. Une voie de recours à une autorité judiciaire est à prévoir en cas de refus de la consultation et de la rectification. 3. Les inscriptions et documents dépassés sont à détruire».

Le Conseil fédéral a ainsi transmis au Parlement le message complémentaire à la loi sur la protection des données concernant le traitement des données personnelles en matière de procédure pénale. Ce message comprend deux projets de loi, dont chacun doit faire l'objet d'une décision. Ces projets, qui remplacent et complètent les dispositions de l'annexe à la loi sur la protection des données, se limitent à régler certains aspects liés au traitement des données personnelles en matière de procédure pénale. Ils ne concernent que des lacunes clairement reconnues, à combler sans retard. Ils doivent être considérés comme une première étape d'une révision globale de la procédure pénale fédérale. Comme le relève le Conseil fédéral dans son message, ces normes ne préjugent pas les travaux relatifs à la nouvelle organisation du Ministère public de la Confédération.

Les travaux de la commission. La commission a tenu trois séances. Après y avoir entendu au titre d'experts M. Pierre Boillat, Ministre jurassien de justice et police, président de la Conférence des chefs de Départements de justice et police des cantons romands, M. Niklaus Oberholzer, chargé de cours à l'Université de St-Gall et M. Gérard Piquerez, juge au Tribunal cantonal du canton du Jura, et après avoir assisté à une démonstration fort intéressante de la banque de données RIPOL, la commission vous recommande d'accepter l'entrée en matière et d'adopter les deux projets de loi dans la version de la majorité de la commission. Celle-ci reprend, avec quelques petites modifications – nous le verrons par la suite – en complément la version adoptée par le Conseil des Etats en novembre de l'année dernière. Elle vous invite également à rejeter les propositions de minorité, sur lesquelles nous reviendrons dans quelques instants.

Le premier projet de loi a trait à la procédure pénale fédérale. Il prévoit des dispositions relatives au traitement des données par la police judiciaire de la Confédération. Il s'agit d'ancrer dans la procédure de recherche de la police judiciaire, soumise à la juridiction fédérale, les principes de droit de la protection des données, tels que nous les avons adoptés dans la loi principale sur la protection des données. Il s'agit en particulier du respect du principe de la proportionnalité lors du traitement des données personnelles, de l'exactitude des données ou encore de la transparence lors de la collecte de celles-ci. On pose également les bases légales nécessaires aux mesures contraignantes pouvant être ordonnées par la police en cours d'enquête et constituant une atteinte significative aux personnes concernées. Je parle de la fouille, de l'examen psychique ou physique, de la prise d'empreintes digitales.

Les dispositions proposées procèdent d'un examen approfondi de l'intérêt des personnes concernées quant à la protection de leurs droits et de celui de l'intérêt public en ce qui concerne la lutte contre le crime et la recherche des criminels. Je vous rappelle ici que les procédures de recherche de la police judiciaire, par application de la procédure pénale fédérale, ne couvrent que les crimes et les délits soumis à la juridiction fédérale, conformément à l'article 340 du Code pénal. Il ne s'agit pas, dans ces cas-là, de petite criminalité. En effet, ces crimes et délits touchent à la sécurité de l'Etat, à la défense nationale, à l'exercice de la puissance publique ou encore à nos relations avec l'étranger. Nous avons affaire avec le terrorisme, le crime organisé, les réseaux internationaux de trafiquants de drogue, le trafic d'armes, le brigandage, les prises d'otages ou la mise en danger de la collectivité. La répression de telles infractions et les recherches de la police judiciaire qu'elles impliquent nécessitent la collecte et le traitement des

données personnelles; certains de ces traitements revêtent d'ailleurs un caractère sensible. Il est dès lors nécessaire de régler cette phase de l'enquête préliminaire précédant l'ouverture d'une procédure formelle par un juge d'instruction.

La poursuite de ces infractions et la lutte contre la criminalité entraînent inévitablement des atteintes aux droits de la personnalité. Pour mener à bien ses enquêtes, la police se doit de rassembler des informations, de récolter des indices, et de suivre différentes pistes ou de consulter des sources diverses. Il en résulte que des personnes innocentes, étrangères à l'infraction poursuivie pourront être concernées. Toutefois, si légitimes que soient les recherches de la police judiciaire, elles ne peuvent être menées que dans un cadre juridique garantissant les droits fondamentaux des personnes.

La réglementation ne peut entrer dans tous les détails. Elle règle – c'est l'objet du nouvel article 27 de la procédure pénale fédérale – les obligations d'entraide judiciaire entre autorités fédérale, cantonales et communales. Conformément au principe de proportionnalité, cette entraide ne peut avoir lieu que dans la mesure où le renseignement, dans un cas d'espèce, est nécessaire à l'accomplissement des tâches de la police judiciaire. Selon une pratique constante, l'entraide judiciaire n'intervient, en Suisse, que dans un cas d'espèce. Cela n'exclut cependant pas *a priori* le recours à des systèmes informatisés, à l'octroi d'accès en ligne à de tels systèmes. Si tel doit être le cas, cela nécessite également des mesures particulières. L'interdiction absolue de tels accès irait certes trop loin, mais ceux-ci doivent en tout cas être limités. Ainsi, à l'instar de ce que nous avons introduit dans la loi sur la protection des données, l'accès direct et automatisé par procédure d'appel à des systèmes informatisés n'est licite que dans la mesure où une base légale spécifique est prévue à cet effet, dont la nature dépendra en particulier de la sensibilité des données mises à disposition et de l'ampleur de cet accès.

Autre élément important du projet de loi: la réglementation du traitement des données personnelles doit suivre certaines règles. La limitation de la collecte et du traitement des données personnelles aux seules données nécessaires à la procédure pénale représente un principe, celui de la collecte auprès des personnes concernées, sauf si l'instruction risque d'en être compromise, ou s'il en résulte un volume excessif de travail. Enfin, le principe de l'exactitude des données, avec l'obligation de rectifier les données inexactes et de détruire les données inutiles ou de les archiver, tels sont, avec les garanties des droits des personnes concernées – soit droits d'accès, de rectification ou de destruction – les points forts de la réglementation proposée. En outre, lorsque les données sont collectées à l'insu des personnes concernées, celles-ci ne peuvent demeurer dans l'ignorance. A l'instar de la pratique en matière d'écoutes téléphoniques, ces personnes doivent être informées ultérieurement. Ce droit d'information permettant aux personnes concernées d'exercer leur droit d'accès n'est pas illimité. Il faut d'abord qu'il ne mette pas en cause des intérêts importants de la poursuite pénale et, ensuite, qu'il n'implique pas un travail disproportionné de la part des autorités.

Autre point sensible de la réglementation: la réutilisation des données dans le cadre d'une autre procédure et leur communication. En ce qui concerne la réutilisation, si elle s'avère nécessaire notamment pour éclaircir certains états de faits ou rechercher un criminel, elle ne peut intervenir sans autre, automatiquement. Des éléments concrets doivent laisser présumer que ces données apporteront des éclaircissements. Cette possibilité est particulièrement adéquate dans le domaine du crime organisé où des informations insignifiantes dans le cadre d'une enquête en cours peuvent apporter des éclaircissements précieux dans des cas similaires.

Comme je l'ai déjà souligné, le projet de révision de la procédure pénale fédérale crée également les bases légales nécessaires aux mesures de contrainte qui constituent ou peuvent constituer une atteinte grave au droit de la personnalité. Ces mesures, accompagnées de garanties procédurales – la prise de telles mesures de contrainte et les actes y relatifs peuvent en effet faire l'objet d'un recours auprès de la Chambre d'accusation – donnent ainsi la possibilité d'un contrôle judiciaire. Le recours à la Chambre d'accusation est aussi ouvert contre

les décisions de refus de renseignements, de rectification ou de destruction des données. Soulignons encore que les dispositions proposées, notamment celles qui concernent le traitement des données personnelles, ne constituent pas une base légale pour l'activité de la police politique. En effet, la police préventive relève de la protection de l'Etat et fera l'objet d'une loi spécifique dont nous allons nous occuper prochainement.

Ainsi, certaines lacunes de notre ordre juridique n'ont pas été prises en compte dans la présente révision, parce qu'elles relèvent des activités de police préventive. Tel est le cas, par exemple, du recours à des agents infiltrés ou de l'observation des manifestations. De même, la réglementation des examens de sécurité est renvoyée à plus tard car elle a un lien étroit avec la législation concernant la protection de l'Etat. Voilà, en ce qui concerne le projet de réforme de la procédure pénale fédérale. Au vote d'ensemble, la commission a adopté le projet par 9 voix contre zéro et 6 abstentions.

J'en viens maintenant brièvement au projet B de cette proposition, ce deuxième projet de loi qui nous est proposé, à savoir une modification du Code pénal suisse. Cette révision concerne essentiellement le domaine de l'entraide judiciaire en matière de police. Elle vise non seulement à l'entraide entre autorités de polices fédérales mais également à celle entre les cantons. Elle crée les bases légales indispensables à la gestion des trois systèmes automatisés d'informations. La mise en place de ces bases légales revêt une certaine urgence, et en ce sens la commission vous invite – nous y reviendrons dans le débat de détail – à rejeter la demande de renvoi des articles relatifs au système RIPOL, au système des données signalétiques, et aux casiers judiciaires déposés, requête déposée par la minorité Rechsteiner. Un tel renvoi remettrait en cause la poursuite de l'utilisation des systèmes nécessaires à la lutte contre la criminalité, qui fonctionnent depuis plusieurs années. Contrairement à l'argumentation de la minorité, on ne peut qualifier ce projet de simple délégation de compétence au Conseil fédéral, du fait notamment qu'il ne règle pas exhaustivement et de manière détaillée les catégories de données traitées.

Personne ne conteste que ces systèmes qui contiennent des données sensibles nécessitent une base légale au sens formel. Toutefois, il faut éviter, en adoptant des réglementations trop détaillées, de figer le système et d'empêcher son évolution future. Il faut pouvoir s'adapter rapidement à des situations nouvelles, surtout dans un secteur tel que celui de la police. D'ailleurs, le respect du principe de la légalité, tel qu'il ressort de la jurisprudence du Tribunal fédéral, n'exige pas qu'on règle tous les détails au niveau d'une loi.

Le projet crée d'abord les bases légales du système de recherche informatisé de police, le système RIPOL. Ce système de recherche des personnes et des choses a été introduit en Suisse en 1983, tout d'abord à titre d'essai, à un échelon restreint, puis de manière définitive à un échelon plus large. Du fait de sa base légale précaire, ce système relie la Confédération et les cantons qui en ont fait la demande. Les cantons romands, notamment, ne sont pas encore rattachés à ce système, car ils estiment les bases légales actuelles insuffisantes, ils conditionnent leur rattachement à l'adoption du présent projet de loi. Remarquons que, lors des «hearings» que nous avons organisés, M. le ministre Pierre Boillat a estimé que «le texte que l'on vous propose comme base légale du RIPOL nous paraît satisfaisant et répond aux exigences de bases légales réclamées par les chefs des Départements de justice et police de Suisse romande».

Le projet de révision du Code pénal crée également les bases légales nécessaires à la collaboration avec INTERPOL. Il importe en effet de canaliser un flux transfrontalier d'informations policières dont le volume est toujours plus considérable. L'activité d'INTERPOL est avant tout axée sur l'échange d'informations policières entre les différents pays membres: mandat d'arrêt international, avis de recherche, demande de mise sous surveillance, demande d'identification, etc. Ces échanges s'effectuent par l'intermédiaire d'organes de liaisons, les bureaux centraux nationaux, qui agissent en tant que plaques tournantes. Il s'agit en particulier de fixer les compétences du

Bureau central suisse, l'organe du Ministère public chargé d'assurer la liaison entre les services de police suisses et étrangers et le secrétariat général d'INTERPOL, de déterminer en outre les attributions, de préciser les conditions auxquelles des informations de police peuvent être communiquées et de garantir la protection des données.

Enfin, répondant au vœu de la CEP I, le projet de révision du Code pénal crée également les bases légales nécessaires au système informatisé d'identification des empreintes digitales, nommé AFIS. A l'instar du RIPOL et de l'INTERPOL, ce système est actuellement régi par une simple ordonnance du Conseil fédéral et ne reposerait pas sur une base légale suffisante.

Au vote d'ensemble, la commission a adopté le projet B par 9 voix contre 3 et 3 abstentions.

J'en arrive aux conclusions. Les deux révisions proposées constituent certainement un pas important et indispensable pour la protection des droits fondamentaux de la personne dans le domaine de la poursuite pénale.

Au nom de la commission, je vous invite à entrer en matière et à adopter ces deux projets dans la version de la majorité de la commission.

Cincera, Berichterstatter: Wir beraten heute diese Zusatzbotschaft, weil der Ständerat bei der Beratung des Datenschutzgesetzes die im Anhang vorgeschlagenen Aenderungen des Strafgesetzes und des Gesetzes über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen zurückstellte. Zudem wollte man die Beratungen dieser Bestimmungen erst später aufnehmen, um die Ergebnisse der Puk berücksichtigen zu können. Gestützt auf einen Antrag der Puk wurden mit einer Motion Datenschutzbestimmungen im Bereiche der Bundesanwaltschaft verlangt und das Bedürfnis aufgezeigt, für heikle Datenbearbeitungen im polizeilichen Bereich gesetzliche Grundlagen zu schaffen.

Die vorliegende Zusatzbotschaft beinhaltet zwei Teile, über welche gesondert Beschluss zu fassen ist. Im Teil A geht es um Aenderungen im Bundesgesetz über die Bundesstrafrechtspflege. Es geht um das Schliessen von datenschutzrechtlichen Lücken. Deshalb sollen allgemeine Datenbearbeitungsgrundsätze sowie spezifische Vorschriften für das gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren verankert werden. Dazu gehören Bestimmungen über das Auskunfts-, Berichtigungs- und Beschwerderecht Betroffener zu Daten, welche die gerichtliche Polizei über sie bearbeitet. Es sollen auch gesetzliche Regelungen für Zwangsmassnahmen der gerichtlichen Polizei, z. B. für die Durchsuchung oder Untersuchung von Personen, geschaffen werden.

Im Teil B geht es um Aenderungen im Schweizerischen Strafgesetzbuch. Hier stehen gesetzliche Grundlagen für den Informationsaustausch zwischen Bund und Kantonen auf dem Gebiete der Strafverfolgung im Vordergrund. In Stichworten ausgedrückt: Es geht um Bestimmungen über das automatisierte Fahndungssystem Ripol und das Fingerabdruck-Identifizierungssystem Afis. Es geht weiter um den Datenaustausch über Interpol und den Erkennungsdienst der Bundesanwaltschaft sowie die Erteilung von Auskünften in hängigen Strafverfahren.

Mit diesen Revisionen sollen zwei Ziele erreicht werden: erstens ein verbesserter Persönlichkeitsschutz im Strafverfahren und zweitens die Schaffung klarer Bedingungen, unter welchen die polizeiliche Informationsbeschaffung und Bearbeitung stattfinden müssen.

Mit dieser Revision soll nicht – das ist im Hinblick auf die Detailberatung als Massstab wichtig – einem Staatsschutzgesetz vorgegriffen, nicht die Reorganisation der Bundesanwaltschaft vorweggenommen und auch nicht eine Gesamtrevision des Bundesstrafprozesses eingeleitet werden. Es werden auch keine Grundlagen für präventive Tätigkeiten der politischen Polizei geschaffen, sondern es werden im Anschluss an das Datenschutzgesetz diesem entsprechende Bestimmungen für das Strafverfahren und für den Umgang der Polizei mit Informationen neu geregelt.

In der Kommission war Eintreten auf Teil A unbestritten. Für

Teil B beantragt eine Minderheit Rückweisung an den Bundesrat.

Präsident: Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi ist für Eintreten.

Blatter: Die CVP-Fraktion ist für Eintreten auf diese Zusatzbotschaft zum Datenschutzgesetz.

Wie kam es zu dieser Vorlage? Aufgrund der Untersuchungen der Puk EJPD war es zweifellos richtig, die Revision des Bundesstrafprozesses und des Rechtshilfegesetzes auszusetzen und die Ergebnisse der Parlamentarischen Untersuchungskommission abzuwarten. Mit der vom Rat überwiesenen Motion 2 der Puk, die den Datenschutz im Bereich der Bundesanwaltschaft betrifft, sind die Leitlinien für dieses Zusatzpaket geschaffen worden.

Der Bundesrat hat diesen Auftrag sehr ernst genommen und uns eine Vorlage unterbreitet, die wir unterstützen können. Die Notwendigkeit des Datenschutzes im polizeilichen Ermittlungsverfahren des Bundes ist unbestritten. Es ist dies ein dringendes Gebot zur Verstärkung des Persönlichkeitsschutzes in einem sehr sensiblen Bereich. Ebenso wichtig ist aber auch die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für die Zwangsmassnahmen des Bundesstrafprozessrechts. Die bisher dafür verwendete polizeiliche Generalklausel ist nach heutigen Vorstellungen nicht mehr genügend, können doch derartige Eingriffe in die persönliche Freiheit der Betroffenen sehr weit gehen. Es ist deshalb notwendig, den Betroffenen eine Beschwerdemöglichkeit an das Bundesgericht zu eröffnen. Wir holen damit nur das nach, was für die kantonalen Strafprozessordnungen selbstverständlich ist.

Die Vorlage hat eine Doppelfunktion. Einerseits will sie, dass die Würde und die Grundrechte jedes Menschen auch im Strafverfahren garantiert werden. Andererseits muss der Bürger vor Gewalt und Verbrechen durch den Staat geschützt werden. Das Ausmass und die Intensität, mit der das weltweit agierende organisierte Verbrechen unsere Gesellschaft und den Bürger bedroht, erlaubt es nicht, bei der Strafverfolgung einseitig die Rechte der Beschuldigten zu stärken, ohne auf der anderen Seite Gegengewichte zu schaffen.

Angesichts einzelner Minderheitsanträge möchte ich hervorheben, dass der Datenschutz kein Mittel und keine Hintertür darstellt, um die Strafverfolgungskompetenz des Staats zu schwächen. Die Vorlage enthält genügend wirksame rechtsstaatliche Garantien zum Schutz der Bürger. Die CVP lehnt daher mit einer Ausnahme alle Minderheitsanträge ab. Es wird klar umschrieben, welche Stellen wem Informationen liefern dürfen. Wir sind für ein möglichst weitgehendes Informationsrecht. Aus diesem Grund möchte ich darauf hinweisen, dass wir den Antrag der Minderheit II zu Artikel 106 des Bundesgesetzes über die Bundesstrafrechtspflege (Teil A) nicht bekämpfen werden. Es ist vertretbar, dass der Bundesanwalt nach Einstellung des Ermittlungsverfahrens den Beschuldigten orientiert, falls eine solche Mitteilung nicht im Widerspruch zur Strafverfolgung steht. Auch hier sind wir mit dieser Haltung im Einklang mit den neueren kantonalen Strafprozessordnungen.

Wir begrüssen schliesslich auch die vorgesehenen Aenderungen des Strafgesetzbuches. Das Fahndungssystem Ripol, eine notwendige Einrichtung zur Bekämpfung der Kriminalität, bedarf einer gesetzlichen Regelung. Dies ist unbestritten. Der Bundesrat wird die Verantwortung und die Kontrolle bei der Benutzung dieses Systems in einer Verordnung regeln, was unseres Erachtens die richtige Stufe ist.

Ebenso muss noch die gesetzliche Grundlage für den Datenaustausch und die Zusammenarbeit mit der Interpol geschaffen werden. Die Bundesanwaltschaft wird dabei nach aussen wie nach innen eine Art Drehscheibenfunktion wahrnehmen. Das erleichtert auch die Durchsetzung und Kontrolle der allgemeinen datenschutzrechtlichen Grundsätze, die hier voll zum Tragen kommen.

Die vorliegende Gesetzesänderung beschränkt sich auf das Notwendige. Weitere wichtige Anliegen im Bereich des Bundesstrafprozesses werden in gesonderten Vorlagen behan-

delt. Ein Beispiel dafür ist das neue Staatsschutzgesetz, das sich momentan in der Vernehmlassung befindet. Ich komme zum Schluss. Die CVP-Fraktion beantragt Ihnen, erstens auf die die Vorlage einzutreten und zweitens mit Ausnahme des Antrags der Minderheit II zu Artikel 106 alle übrigen Minderheitsanträge klar abzulehnen.

Scheidegger: Die freisinnige Fraktion ist für Eintreten und Zustimmung zu allen Anträgen der Kommissionsmehrheit.

Die FDP hält den Regelungsbedarf im Bereich der Datenbearbeitung auf dem Gebiet der Strafverfolgung für vorhanden und ist der Meinung, dass mit der vorliegenden Gesetzesnovelle wichtige Lücken geschlossen werden können.

Es ist klar, dass weiterhin Bereiche bestehen, die noch abgedeckt werden müssen. Zwar hat der Puk-Bericht diese Vorlage nicht direkt beeinflusst, aber doch deutlich gezeigt, dass in diesem sensiblen Bereich die Notwendigkeit für Regelungen besteht.

Der FDP ist es vor allem ein Anliegen, dass das Hauptgeschäft, nämlich das Datenschutzgesetz, das auf die Differenzbereinigung im Ständerat wartet, möglichst rasch unter Dach gebracht werden kann. Auch diese Botschaft hat ja vor allem nur dann eine Wirkung, wenn sie im Zusammenhang mit dem Datenschutzgesetz gesehen wird.

Etwas verunsichert, ob das Geschäft nach Eintreten zurückgewiesen werden sollte, wurden wir durch den Bericht der Geschäftsprüfungskommission vom 14./15. November 1991. Nach eingehender Diskussion sind wir aber überzeugt, dass die Verbesserung der Rechtssicherheit und Verfahrensregelung in den Teilen A und B der Vorlage ein weiteres Abwarten nicht zulässt.

Ich ersuche aber den Bundesrat, heute Auskunft zu erteilen, wie er die auf den Seiten 6, 7 und 28 und anderen Seiten – alle im Zusammenhang mit Datenschutz – stehenden Bemerkungen dieses Berichts der GPK zu adaptieren gedenkt. Sieht er überhaupt zusätzliche Handlungsbedürfnisse aus dem Bericht der GPK für diese Vorlage und andere Vorlagen des Datenschutzes?

Ich komme zum Schluss. Die freisinnige Fraktion empfiehlt Eintreten und Behandlung. Wir sind für Zustimmung zu allen Anträgen der Mehrheit der Kommission und für Ueberweisung der Motion der Kommission zum Datenschutz in der Telekommunikation.

Frau Zölch: Namens der SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, auf die Vorlagen A und B einzutreten.

Es geht bei diesen Vorlagen immer wieder um die Gewichtung verschiedener Interessen. Es gilt, ganz grundsätzlich abzuwägen zwischen einem weitgehenden Persönlichkeitsschutz des einzelnen, dem Schutz der Grundrechte der Person einerseits und dem Schutz der Gesellschaft vor strafbaren Handlungen andererseits.

Der Persönlichkeitsschutz ruft einerseits nach möglichst restriktiven Bestimmungen auf dem Gebiete der Strafverfolgung und insbesondere nach der Verankerung von datenschutzrechtlichen Grundlagen auch für das gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren.

Der Schutz der Gesellschaft vor strafbaren Handlungen braucht andererseits Information, und er bedingt Informationsaustausch.

Mit der Aenderung des Strafgesetzbuches wird die gesetzliche Grundlage für den Informationsaustausch zwischen Bund und Kantonen auf dem Gebiete der Strafverfolgung geschaffen. Es geht hier um die Bestimmungen über das automatisierte Fahndungssystem Ripol, den Datenaustausch über Interpol, den Erkennungsdienst der Bundesanwaltschaft und um die Erteilung von Auskünften über hängige Strafverfahren. Die SVP-Fraktion erachtet es als wichtig und richtig, dass die datenschutzrechtlichen Lücken, die in den heutigen Bestimmungen für das gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren noch bestehen, geschlossen werden. Um diese Lückenschliessung geht es heute bei Entwurf A.

Wir wollen mit diesen Bestimmungen nicht einem Staatsschutzgesetz vorgreifen. Immerhin könnte uns vielleicht Herr Bundesrat Koller bereits heute einiges zum Bericht der GPK

von diesem Monat betreffend die Nachkontrolle zur Puk EJPD sagen.

Bei Entwurf B werden wir den Minderheitsantrag Rechsteiner ablehnen. Wir wollen keine Details auf Gesetzesstufe regeln. Das uns vom Bundesrat vorgeschlagene Konzept entspricht den allgemeinen Grundsätzen des Datenschutzgesetzes.

Die Regelung von Einzelheiten auf Verordnungsstufe lässt sich um so mehr rechtfertigen, als wir wissen, dass sich Informationssysteme laufend und zum Teil rasend schnell entwickeln und die Bestimmungen so immer wieder angepasst werden müssen. Wir befürworten daher eine eher knapp gehaltene Regelung auf Gesetzesstufe.

Die SVP-Fraktion wird bei beiden Vorlagen überall der Mehrheit zustimmen, und ich beantrage Ihnen namens unserer Fraktion nochmals, auf die Vorlagen einzutreten.

M. Guinand: Le groupe libéral entre en matière sur les projets de révision de la loi fédérale sur la procédure pénale et du Code pénal suisse, tous les deux présentés dans le cadre du renforcement de la protection des droits de la personnalité à l'égard des données personnelles.

Il s'agit en fait de propositions modifiées et complétées par le Conseil fédéral, suite au rapport de la première Commission d'enquête parlementaire. Le Conseil des Etats avait en effet estimé nécessaire de renvoyer les propositions du Conseil fédéral afin qu'elles soient adaptées à la motion que la Commission d'enquête avait déposée et qui demandait un renforcement de la protection des données dans le cadre des activités de la Police judiciaire fédérale.

On pourrait, à cet égard, se demander s'il ne conviendrait pas aujourd'hui de renvoyer une nouvelle fois ces propositions au Conseil fédéral pour les adapter à la réforme du Ministère public de la Confédération et de la Police fédérale qu'il vient de présenter et pour tenir compte du projet de loi sur la protection de l'Etat. Ces dernières propositions sont en effet aussi la conséquence des travaux de la Commission d'enquête parlementaire et de ses suggestions. Les critiques sévères formulées par la Commission de gestion à l'encontre des mesures prises par le Conseil fédéral suite aux travaux de la CEP, et surtout le reproche de lenteur adressé au Conseil fédéral nous incitent cependant à poursuivre et à terminer l'examen du dossier de la protection des données, quitte à devoir le reprendre encore une fois ultérieurement. Nous considérons en effet que les propositions soumises aujourd'hui correspondent aux exigences de la motion de la Commission d'enquête parlementaire et qu'il est nécessaire de les adopter rapidement pour permettre à la Police fédérale d'accomplir sa tâche.

Le président de la commission a rappelé en détail les caractéristiques de la révision proposée. Nous partageons pleinement son analyse, ce qui nous dispense d'y revenir. En définitive, il s'agit en l'occurrence d'une importante et difficile pesée d'intérêts entre, d'une part, ceux de la collectivité qui est en droit d'attendre une action efficace de la Police fédérale dans certains domaines, en particulier la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, le trafic de drogue et l'espionnage et, d'autre part, les intérêts des personnes individuelles qui ont droit au respect de leurs droits fondamentaux. L'équilibre entre ces deux pôles d'intérêt n'est pas facile à trouver. Il nous semble qu'il l'a été dans les propositions soumises et que nous vous invitons, au nom du groupe libéral, à adopter dans la version de la majorité de la commission.

A l'égard des propositions de minorité, que ce soit dans les dispositions du Code de procédure pénale ou s'agissant de la révision du Code pénal pour le système RIPOL, nous déclarons qu'elles procèdent toutes du même esprit et de la même caractéristique, à savoir: rendre plus difficiles les tâches de la police en privilégiant les intérêts personnels à ceux de la collectivité et en restreignant ses moyens d'action. Cette attitude est contradictoire et doit être dénoncée, car les auteurs de ces propositions sont les mêmes qui dénoncent le prétendu laxisme de la police et des autorités judiciaires à l'égard des trafiquants de drogue ou des blanchisseurs d'argent sale. Mais on ne peut pas à la fois réclamer un renforcement de la poursuite et de la répression, et refuser d'en donner les moyens à ceux qui en sont chargés. De récentes affaires ont

montré à quels résultats satisfaisants pouvaient conduire des actions policières menées avec détermination et efficacité. C'est ce que souhaitait la Commission d'enquête parlementaire face aux critiques adressées au Ministère public de la Confédération.

Les propositions qui nous sont soumises aujourd'hui garantissent à la fois l'efficacité de la poursuite de telles actions de la Police fédérale et la nécessaire protection des données personnelles; elles ont donc notre approbation.

Präsident: Die Fraktion der Auto-Partei ist für Eintreten.

Thür: Das Eintreten auf diese Vorlage ist auch für die grüne Fraktion unbestritten. Es geht darum, dass nach der Verabschiedung des Datenschutzgesetzes die datenschutzrechtlichen Konsequenzen für die Bundesstrafrechtspflege gezogen werden. Insbesondere geht es darum, Datenbearbeitungsvorschriften für die gerichtliche Polizei des Bundes zu erlassen und gesetzliche Grundlagen für polizeiliche Zwangsmassnahmen zu schaffen.

Sie erinnern sich vielleicht an die noch nicht lange zurückliegende Diskussion über das Datenschutzgesetz. Dieses findet bekanntlich auf Strafverfahren keine Anwendung. Wenn wir also auch in solchen Verfahren ein datenschutzrechtliches Minimum verwirklichen wollen, kommen wir um eine Ergänzung der Bundesstrafprozessordnung nicht herum. Denn bis heute fehlen insbesondere für das gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren – das ist die besonders heikle Phase eines Strafverfahrens – eigentliche Normen für die Datenbearbeitung. Aus diesen Gründen sind wir mit dieser Revision sehr einverstanden.

Allerdings sind wir mit dem Umfang des Schutzes der Betroffenen in einzelnen Bestimmungen nicht zufrieden. Wir sind der Ansicht, dass Daten, die im Rahmen eines Ermittlungsverfahrens erhoben worden sind, nur sehr ausnahmsweise in anderen Verfahren verwendet werden dürfen. Wenn wir diese restriktive Haltung verlassen, öffnen wir dem Missbrauch von Daten wieder Tür und Tor. Artikel 102quater ist deshalb für uns viel zu weit gefasst. Ich werde in der Detailberatung bei der Begründung des Minderheitsantrags zu Artikel 102quater des Bundesgesetzes über die Bundesstrafrechtspflege (Teil A) darauf zurückkommen.

Völlig ungenügend sind für uns die Bestimmungen über die Beendigung eines Ermittlungsverfahrens. Wir sind der Ansicht, dass in diesem Zusammenhang zwei Grundsätze unbedingt ins Gesetz aufgenommen werden müssen:

1. Das Ermittlungsverfahren muss irgendeinmal beendet werden, und dies muss im Gesetz klar festgeschrieben werden. Die Ermittlungsbehörden sollen nicht unbeschränkt lange Gelegenheit haben, in sehr einschneidender Weise in die Persönlichkeitsrechte der Bürgerinnen und Bürger einzugreifen, ohne dass es zu einer Anklage kommt.

2. Es muss garantiert werden, dass spätestens bei der Beendigung des Ermittlungsverfahrens der oder die Betroffene Einblick in die Akten erhält. Das sind unseres Erachtens minimale Verfahrensgarantien, die sicherstellen sollen, dass in sehr heiklen Ermittlungsverfahren Willkürakte der Polizei verhindert werden. Wir verstehen nicht, dass diese minimalen Garantien nicht ins Gesetz aufgenommen worden sind. Wir werden deshalb die Anträge der Minderheit I (Rechsteiner) und II (Leuenberger Moritz) zu Artikel 106 des Bundesgesetzes über die Strafrechtspflege (Teil A) unterstützen.

Zur Vorlage B: Sie ist nach Ansicht der grünen Fraktion in der jetzigen Ausgestaltung in einem wichtigen Punkt problematisch, weshalb wir den Rückweisungsantrag unterstützen. Problematisch finden wir die Vorlage dort, wo es um die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für das Fahndungsregister Ripol geht. Wir meinen, dass die vorgeschlagene gesetzliche Grundlage ungenügend ist. Es geht nicht an, dass in einem derart sensiblen Bereich mit einer pauschalen gesetzlichen Ermächtigung operiert wird. Eine solche Ermächtigung muss unseres Erachtens im Gesetz genau umschrieben werden. Es muss gesagt werden, wer die Verantwortung für die Datenbearbeitung und die erfassten Daten trägt. Es müssen ferner die

Rechte der betroffenen Personen im Gesetz genau geregelt werden usw.

Im Datenschutzgesetz haben wir den Grundsatz verankert, dass für die Bearbeitung sensibler Daten eine Grundlage in einem formellen Gesetz vorhanden sein muss. Das heisst auch, dass die Einzelheiten der Bearbeitung im Gesetz geregelt werden müssen. Wenn wir deren Regelung auf die Verordnungsstufe verlagern – was wir nach dem jetzt vorliegenden Konzept machen würden –, unterlaufen wir diesen Grundsatz, schalten gleichzeitig das Parlament aus und überlassen die Grundsatzentscheidungen über die Ausgestaltung des Ripol dem Bundesrat. Für Experten des Datenschutzes ist dieser Zustand nicht haltbar. Sie postulieren, dass die gesetzliche Regelung um so intensiver sein muss, je heikler die bearbeiteten Daten sind. Beim Ripol machen wir genau das Gegenteil. Hier handelt es sich zweifelsohne um einen sehr heiklen Bereich, um sehr heikle Daten. Folgerichtig müsste hier auch eine detaillierte Regelung im Gesetz verlangt werden.

Aus diesen Gründen unterstützen wir den Rückweisungsantrag bei der Vorlage B und bitten Sie, auf die Vorlage A einzutreten.

Dünki: Die LdU/EVP-Fraktion ist für Eintreten auf beide Bundesbeschlüsse. In der Kommission hat unser Kollege Günter mitgearbeitet, der leider aus dem Rat ausgeschieden ist. Ich habe es übernommen, die Stellung der Fraktion hier zu begründen.

Wir haben uns entschieden, für alle Minderheitsanträge einzustehen, mit Ausnahme des Rückweisungsantrags betreffend die Vorlage B. Zu Teil A: Bei Artikel 73ter ist es für uns eine Selbstverständlichkeit, dass eine Untersuchung nur und ausschliesslich unter ärztlicher Kontrolle durchgeführt werden darf. Der Begriff der «sachkundigen Person» ist für uns zu unbestimmt. Auch wenn die Laborantin eingesetzt wird, hat der Arzt die volle Verantwortung zu übernehmen.

Bei Artikel 102quater Absätze 2 bis 4 geht es bekanntlich um eine Rechtsgüterabwägung. Grundrechte sind immer hochzuhalten. Dass ein Richter den Entscheid zu treffen hat, sollte in einem Rechtsstaat eigentlich eine Selbstverständlichkeit sein, sonst öffnen wir der Willkür Tür und Tor. Die Erfahrung hat uns gelehrt, dass Personendaten sehr sensibel sind, sie dürfen unter keinen Umständen an Private weitergegeben werden.

Bei Artikel 106 Absatz 1 schafft die von der Minderheit II geforderte Ergänzung mehr Klarheit, klarere Verhältnisse. Die geforderten Präzisierungen sind sinnvoll. Alle, welche dieses Gesetz handhaben, müssen es ja verstehen, es wird nicht nur für ein paar Fachexperten und Spezialisten geschaffen. Darum ist es wichtig, dass die detaillierte Formulierung die nötige Klarheit schafft. Wir halten den Grundsatz des Persönlichkeitschutzes sehr hoch.

Zu Teil B: Dem Minderheitsantrag Rechsteiner auf Rückweisung an den Bundesrat können wir uns nicht anschliessen. Die Bestimmungen über das Ripol müssen bald in Kraft treten. Ein automatisiertes Fahndungssystem ist nicht nur sinnvoll, sondern dringend notwendig. Die vorgeschlagenen Bestimmungen sind klar. Bei Artikel 351 bis wollen wir aber die zusätzlichen Angaben aufgeführt wissen. Hier sind wir für die Minderheit.

Der Schutz der Daten auf dem Gebiet der Strafverfolgung ist ja dem Grundsatz nach hier nicht bestritten. Es geht im Prinzip nur um Präzisierungen. Wir schliessen uns den Bestimmungen an, die die Bürger und Bürgerinnen besser schützen. Wir wollen, dass die Auslegungen klarer sind, wir wollen Missverständnisse vermeiden, und vor allem setzen wir uns gegen Willkürakte zur Wehr. Die Erfahrungen der Puk EJPD und der Puk EMD sind in diese Gesetzgebung einzubeziehen, sonst wären diese umfangreichen Arbeiten für die Katze gewesen, und das war wohl nicht der Sinn der Uebung.

LdU und EVP sind für Eintreten, sind für die Minderheitsanträge, mit Ausnahme des Rückweisungsantrages.

Rechsteiner, Sprecher der Minderheit: Bald zwei Jahre sind es her, seit die Räte in der Folge der Puk EJPD verlangt haben, im Bereich der Bundesanwaltschaft unverzüglich Datenschutzbestimmungen zu schaffen, die die Persönlichkeits-

rechte besser schützen und die festgestellten gravierenden Missbräuche verhindern sollen. Was ist nun aus diesen guten Vorsätzen geworden?

Heute müssen wir feststellen: wenig bis nichts, und zwar sowohl im Bereich der politischen Polizei wie auch im Bereich der Strafverfahren, die unter der Verantwortung des Bundes laufen. Dass im Bereich der politischen Polizei bis heute leider keine entscheidenden Lehren gezogen worden sind, wissen wir nicht erst seit dem Bericht der GPK. Doch auch die Botschaft des Bundesrates zum Datenschutz auf dem Gebiet der Strafverfolgung hält nicht, was sie verspricht. Mit der vorgeschlagenen und von der Kommissionsmehrheit abgesegneten Regelung sind vielmehr weiterhin Missbräuche programmiert.

Die Motion der Puk EJPD – die Vorgabe, genaue Kriterien für die Erfassung von Informationen im Polizeibereich aufzustellen – ist in keiner Weise eingelöst worden. Wie die GPK bereits festgestellt hat, hat der Bundesrat die Staatssicherheit klar über die persönliche Freiheit und über die politische Freiheit gestellt und diese Grundwerte der Staatssicherheit untergeordnet.

Ohnehin muss man feststellen, dass die Vorlage heute in einem etwas eigenartigen Umfeld beraten wird. Es ist nicht nur Herr Bundesrat Koller, Polizeiminister Koller, der in diesen Zusammenhängen leider immer die Position der Bundesanwaltschaft vertreten hat: Wir haben auch einen Kommissionspräsidenten, der Verwaltungsrat einer Firma war, gegen die inzwischen wegen Geldwäscherei ermittelt wird; wir haben einen Sprecher deutscher Sprache – ausgerechnet in diesem heiklen Polizeibereich –, der seine einschlägigen Erfahrungen als kalter Krieger, als Schnüffler und als Ficheur gesammelt hat. Das wäre bereits ein Anlass für sich, die Minderheitsanträge etwas ernster zu nehmen, als sie es in der Kommission genommen worden sind.

Der Bundesstraßprozess, nun etwas detaillierter, ist eine archaische, bereits 50 Jahre alte Prozessordnung, die weder die Verfassungsrechtsprechung des Bundesgerichts, insbesondere zum Rechtsgleichheitsartikel (Art. 4) der Bundesverfassung, noch die Grundrechte der EMRK respektiert. Dies ist vor allem deshalb tragisch, weil der Schwerpunkt der Verfahren immer mehr auf die Ebene der Polizei, ins gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren, verlagert worden ist. In diesem gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren existieren nun kaum Verfahrensrechte, existieren kaum Parteirechte.

Die Bundespolizei kann im gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren praktisch schalten und walten, wie sie will – mit den seit der Puk EJPD bekannten Folgen: jahrelange Ermittlungsverfahren zur Ausforschung der politischen Opposition, zur Bespitzelung missliebiger Milieus, ohne dass die Betroffenen je etwas davon erfahren. Ein Betroffener eines solchen gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens der Bundesanwaltschaft war beispielsweise unser Ratskollege Ernst Leuenberger, der sich wegen eines angeblichen Verdachts auf Störung der verfassungsmässigen Ordnung einem solchen Verfahren unterziehen musste – das alles wegen einer simplen Demo-Teilnahme – und davon vor der Ficheneinsichtnahme nie etwas erfuhr.

Statt nun Schranken gegen solche Missbräuche aufzubauen – gegen die sehr viel vorgekehrt werden könnte, wenn nur schon die in jeder normalen Prozessordnung geltenden Verfahrensregeln und Parteirechte gelten würden –, überlassen es der Bundesrat und die Kommissionsmehrheit wie bisher ohne wirksame Kontrolle fast schrankenlos der Bundespolizei, dieses Instrument zu handhaben.

Eine Revision, die aber das nicht einlöst, was beispielsweise auch in den Kommissionshearings sämtliche der befragten Strafprozessrechtler, und zwar unabhängig von der Parteifarbe – die Herren Ducret, Oberholzer, Kraus und Gautier –, einhellig verlangt haben, verdient diesen Namen nicht.

Eine Prozessordnung, welche zeitlich unbeschränkt polizeiliche Ermittlungen zulässt, mit Ueberwachungen und allen schwerwiegenden Eingriffen in die Persönlichkeitsrechte, die dazugehören können und von denen die Betroffenen später nie etwas erfahren, auch wenn diese Vorwürfe noch so unge-rechtfertigt waren – eine solche Prozessordnung ist gegen

Ende des zwanzigsten Jahrhunderts nicht mehr rechtsstaatlich.

Es kommt dazu, dass das nicht der einzige gravierende Mangel der Teilrevision des Bundesstraßprozesses ist. Ein zweiter Hauptmangel betrifft die fehlende informationelle Gewaltenteilung. Die informationelle Gewaltenteilung, basierend u. a. auf dem datenschutzrechtlichen Grundsatz des Zweckänderungsverbots, ist ein wichtiges Prinzip, das im neuen Bundesstraßprozess, in der neuen Revisionsvorlage, völlig ignoriert wird.

Auch in Zukunft soll es zulässig sein, Daten aus gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren fast schrankenlos an die politische Polizei, an andere Verwaltungsbehörden und sogar an Private weiterzugeben. Schon in der Vergangenheit wurden unter irgendeinem Deliktvorwand aufgenommene gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren zu eigentlichen «Fichenzügen» der politischen Polizei missbraucht. Mit der äusserst largen Regelung in der Teilrevision ist dieser Missbrauch auch für die Zukunft fast vorprogrammiert.

Vom Ziel der Revision, ich zitiere wörtlich aus der Botschaft – die «Datenschutz- und Verfahrensgrundsätze für das gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren nun einmal zu bereinigen» –, von diesem Grundsatz ist die getroffene Lösung jedenfalls weit entfernt.

Unter diesen Umständen – weil der Bundesstraßprozess dringend revidiert werden muss – sind wir zwar für Eintreten, werden aber dieser Revisionsvorlage am Schluss nur dann zustimmen können, wenn die Minderheitsanträge, die das nicht mehr unterschreitbare verfahrensrechtliche Minimum darstellen, durchkommen. Zu den übrigen heiklen Punkten der Revision des Bundesstraßprozesses kann ich mich hier nicht mehr äussern.

Festgehalten werden muss immerhin – und ich hätte dazu noch gerne eine Bestätigung von Herrn Bundesrat Koller, vielleicht beim Eintreten –, dass die Revision keine gesetzliche Grundlage für umstrittene Methoden wie die Rasterfahndung und keine gesetzliche Grundlage für Ermittlungsmethoden wie verdeckte Fahndung, wie den Einsatz von V-Leuten, und keine gesetzliche Grundlage für jede Form von präventivem polizeilichem Handeln schafft und schaffen kann.

Mit dem zweiten Teil der Vorlage, dem Anhang zum Strafgesetzbuch, soll ja – wie gesagt wurde – die gesetzliche Grundlage für einige Dateien im Bereich der Gerichtspolizei geschaffen werden, insbesondere für den Fahndungscomputer Ripol. Die Art und Weise, wie das passieren soll, wird der gestellten Aufgabe trotz jahrelanger Vorarbeiten aber keineswegs gerecht. Geschaffen wird in Tat und Wahrheit kein Gesetz, das die wesentlichen Fragen auf der Stufe des Gesetzes regelt, sondern im Grunde genommen eine reine Ermächtigungsnorm, die alles, was von Belang und Interesse ist, an den Bundesrat delegiert.

Es passiert also letztlich genau das, was schon bei der Teilrevision des Bundesstraßprozesses festgestellt werden musste: Der Bundesanwaltschaft, der Bundespolizei und dem Bundesrat bleibt es weitestgehend freigestellt, welche Daten bearbeitet, welche Daten ausgetauscht, welche Daten fichiert und registriert werden. Das ist aber genau der Zustand, welcher bereits vor der Puk-Aera herrschte!

Wir müssen Sie deshalb bitten, zur Teilrevision des StGB und insbesondere zum Ripol den Rückweisungsantrag zu unterstützen, der die Regelung der wesentlichen Fragen auf der Stufe des Gesetzes fordert, wie es auch der Grundsatz der Gewaltenteilung verlangt.

Bundesrat Koller: Zunächst möchte ich Ihnen für die im ganzen doch gute Aufnahme dieser Vorlage danken; denn wenigstens auf den Teil A dieser Vorlage möchten ja alle Fraktionen eintreten.

Auf den Minderheitsantrag betreffend den Entwurf B werde ich nachher noch zurückkommen.

Ich möchte vielleicht einleitend zum Vorgehen, das der Bundesrat gewählt hat, noch einige Worte sagen. Der Bundesrat ist sich durchaus bewusst, dass dieses Bundesgesetz über den Bundesstraßprozess – das aus dem Jahre 1934 stammt

und damit weit über fünfzig Jahre alt ist – revisionsbedürftig ist. Aber gerade weil das Parlament in diesem Bereich zu Recht darauf insistiert, dass wir die notwendigen Gesetzesrevisionen sehr schnell vorantreiben, hat sich der Bundesrat auf diesem ganzen Gebiet zu einem schrittweisen Vorgehen entschieden; denn wir wissen nur allzu gut, dass eine Totalrevision dieses ganzen Bundesstraßprozesses Jahre brauchen würde. Nach den Erfahrungen nach der letzten Session wissen wir auch, dass wir selbst nach jahrelangen Revisionsarbeiten keine Garantie haben, dass gegen eine Vorlage nicht das Referendum ergriffen wird und sie allenfalls in einer Volksabstimmung noch abgelehnt wird. Deshalb ist auf diesem sehr heiklen Gebiet die einzig mögliche Methode zweifellos, die nötigen Revisionen schrittweise zu realisieren.

Ich bin mir bewusst, dass es nicht sehr leicht ist, hier den Ueberblick zu wahren. Erlauben Sie mir daher zunächst hierzu ein kurzes Wort. Ihr Rat hat während der Sommersession das Datenschutzgesetz als Zweitrat beraten. Voraussichtlich wird sich der Ständerat während dieser Session mit den Differenzen zum Datenschutzgesetz befassen. Heute liegt nun eine Zusatzbotschaft zu diesem Datenschutzgesetz vor, das der Ständerat bereits als Erstrat behandelt hat. Lassen Sie mich daher kurz schildern, wie es zu dieser Zusatzbotschaft gekommen ist.

Das allgemeine Datenschutzgesetz gilt bekanntlich nicht im Bereich des Strafverfahrens und daher auch nicht im Bereich des Bundesstraßprozesses. Es war deshalb von Anfang an klar, dass wir in diesem sehr sensitiven Bereich neben dem allgemeinen Datenschutzrecht bereits spezifisches Datenschutzrecht schaffen müssten. Wir haben Ihnen daher gleichzeitig mit dem neuen Datenschutzgesetz entsprechende Vorschläge sowohl im Bereich der Gerichtspolizei unterbreitet als auch in der Frage – wir hatten das in Aussicht gestellt –, wie die polizeilichen Informationssysteme auf eine klare gesetzliche Grundlage gestellt werden können.

Dann wurden während den Beratungen des Ständerates die Arbeiten der Puk EJPD aufgenommen. In voller Uebereinstimmung mit dem Bundesrat wurde deshalb dieser Teil der Vorlage vom Ständerat zurückgestellt. Die Puk EJPD hat dann in ihrer Motion 2 tatsächlich auch Forderungen für den Datenschutz im Bereich der Bundesanwaltschaft aufgestellt, beispielsweise Forderungen für Einsichts- und Berichtigungsrechte der Betroffenen, für Auskunftsrechte und – im Bestreitungsfall – für ein Rechtsmittel an eine richterliche Instanz.

Mit Blick auf diese Forderungen hat der Bundesrat dann die Revision des Bundesstraßprozesses und des Rechtshilfegesetzes von der Zusatzbotschaft getrennt und in eine neue Zusatzbotschaft integriert. In dieser schlägt er für den Bundesstraßprozess zusätzliche Datenbearbeitungsregeln vor. Zudem hat er beschlossen, mit einer Ergänzung des Strafgesetzbuches Gesetzesgrundlagen im Bereich des Erkennungsdienstes der Bundesanwaltschaft und für die Erteilung von Auskünften über hängige Strafverfahren zu schaffen.

Gleiches gilt für das polizeiliche Informationssystem Ripol. Für dieses hatte der Bundesrat schon vor längerer Zeit eine gesetzliche Grundlage als notwendig erachtet und eine entsprechende Vorlage in Aussicht gestellt. Gleiches gilt für die Tätigkeit von Interpol. Auch hierfür hatten wir bisher keine klare gesetzliche Grundlage, die daher zu schaffen ist.

Nichts zu tun – und das kann nicht genug betont werden – hat die heute zu beratende Vorlage aber mit der Reform des Staatsschutzes. Die Staatsschutzaktivität als präventive polizeiliche Tätigkeit wird Gegenstand des neuen Staatsschutzgesetzes sein.

Die heutige Vorlage beschränkt sich dagegen auf die gerichtspolizeiliche Tätigkeit. Das sind jene im wesentlichen repressiven Aktivitäten der Polizei, die in direktem Zusammenhang mit der Verfolgung eines konkreten Deliktes stehen. Hingegen nimmt die Zusatzbotschaft weder bezüglich der Staatsschutzgesetzgebung noch hinsichtlich der Reorganisation der Bundesanwaltschaft irgendwelche Entscheide vorweg. Ich bin Ihnen dankbar, dass Sie diese Vorlage nun tatsächlich beraten und verabschieden wollen. Sie präjudizieren damit weder das künftige Staatsschutzgesetz noch die Reorganisation der Bundesanwaltschaft.

Wie Sie wissen, ist ein Entwurf für ein Staatsschutzgesetz zurzeit in der Vernehmlassung. Das Vernehmlassungsverfahren dauert noch bis Mitte Februar 1992. Ich darf in diesen Zusammenhang auch Herrn Scheidegger sagen, dass die datenschutzrechtlichen Belange, die sich im Bereich des Staatsschutzes – also der präventiven polizeilichen Tätigkeit – stellen, im Staatsschutzgesetz selber geregelt werden und dass daher der Bericht der Puk in diesem Zusammenhang nicht relevant ist. Ich verweise vor allem auf die Artikel 10 bis 15 des Entwurfes zum neuen Staatsschutzgesetz.

Im übrigen hat der Bundesrat am 20. November 1991 die grundsätzlichen Weichen für die Reorganisation der Bundesanwaltschaft und des Bundesamtes für Polizeiwesen gestellt. Sie wissen, dass der Bundesrat in Aussicht nimmt, künftig zwei reorganisierte Bundesämter zu realisieren. Das eine Bundesamt, dessen Name noch nicht feststeht, wird sich mit der Bundesstraßgerichtsbarkeit und dem Staatsschutz befassen. Das andere Bundesamt, das heutige Bundesamt für Polizeiwesen, wird sich dagegen mit der polizeilichen und gerichtlichen Koordination von Aufgaben befassen, die primär in der Kompetenz der Kantone liegen. In diesem Bundesamt werden die polizeilichen und gerichtlichen Koordinationsaufgaben und Dienstleistungsfunktionen des Bundes zusammengefasst, nämlich das Zentralpolizeibüro und die Abteilung für internationale Rechtshilfe in Strafsachen.

Diese Reorganisation der Bundesanwaltschaft und des Bundesamtes für Polizeiwesen braucht keine Gesetzesänderung, kann also vom Bundesrat möglichst rasch in eigener Kompetenz realisiert werden.

Anders verhält es sich mit der grundsätzlichen Trennung der Anklägerfunktionen des Bundesanwaltes von den polizeilichen Funktionen. Hierüber hat der Bundesrat – in Uebereinstimmung mit einer entsprechenden, vom Parlament überwiesenen Motion – bereits im April dieses Jahres entschieden. Wir hoffen, dass wir Ihnen die entsprechende Botschaft zu einer weiteren Teilrevision des Bundesstraßprozesses im nächsten Sommer unterbreiten können.

Damit haben wir den Ueberblick über diese zum Teil sicher ineinandergreifenden Arbeiten. Aber ich betone nochmals, dass die heutige Vorlage mit dem Staatsschutz als solchem überhaupt nichts zu tun hat. Mit der heutigen Botschaft wollen wir zwei Dinge realisieren: Wir wollen zusätzliche Garantien im Sinne des Persönlichkeitsschutzes im Bereich der Gerichtspolizei realisieren, und wir wollen für die polizeilichen Informationssysteme klare gesetzliche Grundlagen schaffen.

Keine Aufnahme in die Zusatzbotschaft – damit beantworte ich eine Frage von Herrn Rechsteiner – haben die Regelungen betreffend den V-Mann-Einsatz, die Demonstrationsüberwachung und die Personensicherheitsüberprüfung gefunden. Der Bundesrat hatte zwar in seiner ursprünglichen Botschaft eine gesetzliche Regelung des Einsatzes von V-Leuten als erwünscht erklärt; wie Sie aber wissen, hat das Bundesgericht in einem jüngeren Urteil festgehalten, dass der Einsatz von V-Leuten grundsätzlich nicht in ein durch die Verfassung oder die EMRK geschütztes Recht eingreife und deshalb auch ohne ausdrückliche gesetzliche Grundlage zulässig sei.

Gegen diesen Bundesgerichtsentscheid ist allerdings bei den europäischen Menschenrechtsorganen Klage erhoben worden. Unterdessen hat die Europäische Kommission für Menschenrechte die Klage als zulässig erklärt und dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte unterbreitet. Ein Urteil dieses Gerichtshofs ist im Laufe des nächsten Jahres zu erwarten.

Der Vernehmlassungsentwurf für ein Staatsschutzgesetz enthält bereits einen entsprechenden Regelungsvorschlag. Wir werden daher den Einsatz von V-Leuten anlässlich der Beratung des Staatsschutzgesetzes hoffentlich in Kenntnis der Entscheidung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte beraten und entscheiden können.

Von der Sache her haben wir es richtiger gefunden, wenn wir die gesetzlichen Grundlagen für die Personensicherheitsüberprüfungen ebenfalls im Staatsschutzgesetz regeln. Als Uebergangslösung hat der Bundesrat die Sicherheitsprüfung in der Armee bereits vor einem Jahr in einer Verordnung geregelt. Eine entsprechende Verordnung über die Sicherheitsprüfung

gen in der Bundesverwaltung ist zurzeit in Vorbereitung. Wir hoffen, diese Verordnung nächstes Jahr ebenfalls verabschieden zu können.

Kommen wir zur heutigen Vorlage zurück! Etwas vereinfacht ausgedrückt, lässt sie sich wie folgt charakterisieren: Mit der Revision des Bundesstraßprozesses werden Datenschutzbestimmungen und weitere Garantien zum Schutze der Persönlichkeit für jene Fälle eingeführt, in denen die Bundesanwaltschaft beziehungsweise die Bundespolizei selber Strafverfolgungen durchführt. Die Revision des Strafgesetzbuches schafft die gesetzlichen Grundlagen, damit der Bund die kantonalen Behörden bei der Strafverfolgung mit Informationen unterstützen kann.

Bei der Revision des Bundesstraßprozesses geht es insbesondere darum, für das gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren gewisse Leitlinien und Schranken festzulegen. Ich möchte Herrn Rechsteiner bitten, diese neuen, wichtigen Leitlinien und Schranken in ihrer Bedeutung nicht zu unterschätzen.

Die Datenbekanntgaben durch die Polizei werden in diesem Gesetz eindeutig kanalisiert und auf bestimmte Adressaten eingeschränkt. Ferner werden so eminente datenschutzrechtliche Anliegen wie das Auskunfts- und Berichtigungsrecht, die Möglichkeit der Beschwerde an ein Gericht sowie die Vernichtung und Archivierung der entsprechenden Akten zum Schutze der Betroffenen neu geregelt.

Alle diese bereichsspezifischen datenschutzrechtlichen Regelungen auf dem Gebiet der Bundesgerichtspolizei zum Schutze der Betroffenen stellen nichts anderes als eine Konkretisierung der wichtigsten Datenschutzgrundsätze dar, wie sie bereits im allgemeinen Datenschutzgesetz verankert sind. Es geht auch hier um die Verhältnismässigkeit der Datenbearbeitung, die Richtigkeit der Daten und die Erkennbarkeit der Datenbeschaffung im Bereiche der Polizei.

Nicht geregelt sind heute gewisse andere schwere Eingriffe in die persönliche Freiheit durch die Polizei, nämlich die polizeilichen Zwangsmassnahmen wie die Durchsuchung von Personen, die Untersuchung ihres körperlichen und geistigen Zustandes sowie die erkennungsdienstliche Behandlung beispielsweise mittels Fingerabdrücken. Diese Zwangsmassnahmen haben ihre gesetzliche Grundlage heute allein in der polizeilichen Generalklausel. Sie vermögen die Persönlichkeitsrechte der Betroffenen jedoch mindestens so stark zu beeinträchtigen wie eine Datenbearbeitung durch die Polizei und sollten deshalb ebenfalls gesetzlich abschliessend geregelt werden. Zudem wird die Möglichkeit einer Beschwerde an die Anklagekammer des Bundesgerichtes vorgesehen, um sich gegen Zwangsmassnahmen der gerichtlichen Polizei im Sinne des Persönlichkeitsschutzes zu wehren.

Mit den neuen Bestimmungen des Strafgesetzbuches werden im Ergebnis die Strafverfolgungsmassnahmen von Kantonen und ausländischen Staaten unterstützt. Wichtigster Regelungsgegenstand ist dabei das automatisierte Fahndungssystem Ripol. Ripol ist ein leistungsfähiges Fahndungsinstrument für Zoll- und Polizeibehörden, auf welches in Zeiten der erhöhten Mobilität auch des Verbrechens nicht verzichtet werden kann.

In seiner Versuchs- und Aufbauphase war Ripol lediglich auf eine Verordnung des Bundesrates abgestützt. Nun soll, wie wir Ihnen mehrmals versprochen haben, die Grundlage in einem formellen und damit auch dem Referendum unterstehenden Gesetz geschaffen werden. Der zweifellos heikle Charakter dieser polizeilichen Informationsbearbeitung erfordert eine eingehende Normierung. Regelungsbedürftig sind dabei im wesentlichen folgende Punkte:

1. Es wird im Gesetz abschliessend festgehalten, für welche Aufgaben Personendaten überhaupt ins System Ripol eingegeben werden dürfen. Primärer Zweck des Systems ist die Unterstützung der Behörden bei der Suche und Verhaftung von Personen, gegen die eine Strafuntersuchung läuft oder die eine Strafmassnahme verbüssen müssen.

2. Die neue Gesetzesbestimmung regelt abschliessend, welche Behörden befugt sind, Ausschreibungen über Ripol vorzunehmen, und welche Behörden Abfragen aus diesem System tätigen dürfen. Schliesslich erhält der Bundesrat den Auftrag, die Verantwortung für die Datenbearbeitung und damit

auch die Arbeitsabläufe für die Ausschreibungen über Ripol sowie die Zuständigkeit für die Kontrolle der Rechtmässigkeit der Ausschreibungen näher zu regeln.

3. Es müssen auch die einzelnen Daten, die im Ripol bearbeitet werden dürfen, festgelegt und die Rechte der betroffenen Personen näher geregelt werden.

Das allgemeine Datenschutzrecht ist hier somit spezifisch zu ergänzen. Im übrigen gelten aber auch für Datenbearbeitungen im Zusammenhang mit Ripol die allgemeinen Grundsätze des Datenschutzgesetzes.

Im Zeichen der internationalen Verbrechensbekämpfung ist die Zusammenarbeit mit Interpol unabdingbar. Sie soll nun, nachdem sie während Jahrzehnten lediglich in den Statuten von Interpol und später auf Verordnungsstufe geregelt war, auf eine klare gesetzliche Grundlage gestellt werden.

Bei dieser Regelung geht es einerseits um gewisse organisatorische Festlegungen. So wird bestimmt, dass die Bundesanwaltschaft als eine Art Informationsdrehscheibe zwischen den kantonalen Polizeibehörden und Interpol fungieren soll. Dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit der Datenbearbeitung und den Grundsätzen der internationalen Rechtshilfe soll beim polizeilichen Informationsaustausch über die Grenzen hinweg Nachachtung verschafft werden. Das bedeutet zum Beispiel, dass über Interpol keine Daten im Zusammenhang mit Strafverfolgungen wegen politischer Anschauungen ausgetauscht werden dürfen.

Des weitern soll eine gesetzliche Grundlage für die erkennungsdienstliche Personenidentifikation durch die Bundesanwaltschaft geschaffen werden, das Automatische Fingerabdruck-Identifizierungssystem Afis.

Auch diese polizeiliche Aufgabe ist heute lediglich in einer bundesrätlichen Verordnung geregelt. Wiederum geht es vor allem darum, die Informationstätigkeit einzugrenzen. Es soll deren Zweck bestimmt und festgelegt werden, welche Behörden im Bund, in den Kantonen und im Ausland Zugriff zu den entsprechenden Daten dieses Polizeiinformationssystems haben. Auch in diesem Bereich werden die Grundsätze des Datenschutzgesetzes bereits spezifisch ergänzt.

Schliesslich soll in Ergänzung der bereits bestehenden Bestimmungen über das Strafregister die Bundesanwaltschaft ermächtigt werden, einer Untersuchungsbehörde bekanntzugeben, ob eine Person in andere Strafverfahren verwickelt ist. Damit können die Untersuchungsbehörden verschiedene Verfahren gegen die gleiche Person zusammenfassen. Diese Ergänzung des Strafgesetzbuches dient nicht nur den Strafverfolgungsorganen, sondern liegt auch im unmittelbaren Interesse der betroffenen Personen selber.

Erlauben Sie mir noch einige Worte zum Minderheitsantrag betreffend die Rückweisung der Vorlage B. Eine Minderheit Ihrer vorberatenden Kommission beantragt Ihnen, die Bestimmungen über das Fahndungssystem Ripol, die erkennungsdienstlichen Daten und die hängigen Strafuntersuchungen an den Bundesrat zurückzuweisen. Dies mit dem Auftrag, einen Entwurf zu erarbeiten, der die Verantwortung für die Datenbearbeitung und die erfassten Daten, die Rechte der betroffenen Personen, die Aufbewahrungsdauer und die Zusammenarbeit mit den Kantonen auf Gesetzesstufe regelt. Es ist wichtig, in diesem Zusammenhang nochmals darauf hinzuweisen, dass auch für Datenbearbeitungen im Zusammenhang mit Ripol, mit Afis und bei der Registrierung hängiger Strafuntersuchungen die Grundsätze des allgemeinen Datenschutzgesetzes anwendbar sind. Es gilt insbesondere, dass das Bearbeiten von Daten verhältnismässig sein muss, auch mit Blick auf die Rechte der Betroffenen.

Jede Person kann also, gestützt auf Artikel 5 des kommenden Datenschutzgesetzes, beispielsweise vom Bundesamt für Polizeiwesen Auskunft darüber verlangen, ob im Ripol Daten über sie bearbeitet werden. Gestützt auf den von Ihrem Rat aufgenommenen Artikel 5bis kann auch verlangt werden, dass die Auskunft in Form eines Ausdruckes oder einer Fotokopie erteilt wird. Ebenso besteht bereits, gestützt auf Artikel 22 Datenschutzgesetz, ein Berichtigungs- und ein Vernichtungsrecht.

In den Verordnungen zu diesen Polizeiinformationssystemen wird es daher nur noch darum gehen zu regeln, wie eine Per-

son, die Auskunft verlangt, sich auszuweisen hat und welche Stellen für die Einsicht in die Daten sowie deren Berichtigung oder Vernichtung zuständig sind.

Im übrigen erstrecken sich selbstverständlich die Aufsichtskompetenzen des künftigen Datenschutzbeauftragten – ich verweise auf Artikel 24 des Datenschutzgesetzes – auch auf diese polizeilichen Informationssysteme.

Daraus ersehen Sie: Eine weitere Regelung dieser Fragen auf Gesetzesstufe ist nicht nötig. Die wesentlichen noch regelungsbedürftigen Aspekte dieser Informationssysteme werden mit den vorgeschlagenen Bestimmungen des Strafgesetzbuches erfasst. Das Potential für Eingriffe in die Persönlichkeitsrechte der in diesen Systemen erfassten Personen wird damit klar begrenzt.

Dies gilt auch für das grösste dieser Systeme, nämlich das Ripol. Der Kreis der Aufgaben, für die eine Ripol-Ausschreibung zulässig ist, wird im Strafgesetzbuch klar festgelegt. Die weiteren Einzelheiten des Fahndungssystems, die aufgrund der geltenden Ripol-Verordnung übrigens heute schon jedermann bekannt sind, können auf Verordnungsstufe geregelt werden.

Diese neu vorgeschlagenen Bestimmungen des Strafgesetzbuches sind im übrigen auch von ihrer Regelungsstärke her mit den für andere Informationssysteme geschaffenen gesetzlichen Grundlagen durchaus vergleichbar. Ich verweise auf Artikel 151 der Militärorganisation betreffend Pisa und auf Artikel 35 des neuen Arbeitsvermittlungsgesetzes. Wir haben also auch aus diesem Grund keinen Anlass, hier alles, was vernünftigerweise in die Verordnung gehört, nun auf die Gesetzesstufe hinaufzunehmen.

Ich bitte Sie daher, diesen Rückweisungsantrag zum Entwurf B abzulehnen.

Ich komme damit zum Schluss. Mit der vorgeschlagenen Aenderung von Bundesstrafprozessrecht und Strafgesetzbuch soll die Informationsbearbeitung bei der Strafverfolgung auf ein besseres rechtliches Fundament gestellt werden. Wir brauchen im Zeitalter des international organisierten Verbrechens auch künftig eine effiziente Strafverfolgung, und die dafür zuständigen Behörden müssen daher die Möglichkeiten der modernen Informationsbearbeitungstechniken nutzen dürfen. Wir brauchen aber gleichzeitig zusätzliche Garantien zum Schutz der betroffenen Personen. Genau dies ist das Anliegen der heutigen Gesetzesvorlage.

Ich bitte Sie daher, auf beide Vorlagen einzutreten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

A. Bundesgesetz über die Bundesstrafrechtspflege **A. Loi fédérale sur la procédure pénale**

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I Ingress, Art. 27, 27bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I préambule, art. 27, 27bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 29bis

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2, 2bis, 4, 5

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

.... von den zuständigen Organen sofort, spätestens aber bei Abschluss des Ermittlungsverfahrens

Art. 29bis

Proposition de la commission

Al. 1, 2, 2bis, 4, 5

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

.... sont rectifiées par les organes compétents immédiatement, mais au plus tard à la clôture

M. Cotti, rapporteur: Une remarque seulement à propos de l'article 29bis, alinéa 2bis qui a également été introduit par le Conseil des Etats. Cette disposition est une émanation du principe de la transparence, elle prescrit que lorsque la collecte de données a eu lieu à l'insu des personnes concernées, celles-ci doivent en être informées ultérieurement. Cette disposition est calquée sur la pratique en matière d'écoute téléphonique, laquelle fait l'objet d'une disposition similaire dans le message du Conseil fédéral du 18 mars 1991 concernant la révision de la loi fédérale de l'organisation judiciaire et de l'arrêté fédéral sur l'augmentation temporaire du nombre des juges suppléants et rédacteurs d'arrêts du Tribunal fédéral. Toutefois, cette information après coup ne peut intervenir que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte aux intérêts supérieurs de l'enquête pénale, ou qu'il n'en résulte pas un volume excessif de travail. Pour cette raison, la commission s'est ralliée, à l'unanimité, à la version du Conseil des Etats.

Angenommen – Adopté

Art. 52 Abs. 2 zweiter Satz, Art. 73bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 52 al. 2 deuxième phrase, art. 73bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 73ter

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Im gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren ist der Bundesanwalt für die Anordnung solcher Untersuchungen zuständig.

Abs. 3

Eine nicht beschuldigte Person darf ohne ihre Zustimmung nur untersucht werden, wenn

Abs. 4

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Vollmer, Günter, Jeanprêtre, Leuenberger Moritz, Neukomm, Rechsteiner, Thür)

Die Untersuchung muss unter ärztlicher Leitung durchgeführt werden. Eingriffe

Abs. 5

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 73ter

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Dans la procédure de recherche de la police judiciaire, il appartient

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(La modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 4

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Vollmer, Günter, Jeanprêtre, Leuenberger Moritz, Neukomm, Rechsteiner, Thür)

L'examen doit être effectué sous la conduite d'un médecin

Al. 5

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abs. 1–3 – Al. 1–3

M. Cotti, rapporteur: A l'article 73ter qui concerne la fouille, l'examen médical et les mesures d'identification, cette disposition définit dans quelles conditions une personne peut être soumise à un examen physique et psychique au cours d'une enquête. Un tel examen constitue une atteinte grave à la personnalité concernée et ne peut intervenir que dans un cadre juridique précis et moyennant des garanties d'ordre procédural. Ainsi une telle mesure doit être ordonnée par un juge, et n'intervenir que dans le but «d'établir les faits, ou de déterminer la capacité de discernement de l'inculpé, son aptitude à participer au débat ou à supporter une détention, ou encore la nécessité d'ordonner une mesure à son encontre». En principe – nous l'avons dit – c'est à un juge qu'incombe la compétence de cet examen.

Toutefois, l'alinéa 2 prévoit une exception. Le procureur général peut ordonner cet examen au cours des recherches préliminaires. De l'avis de la commission, la formulation du Conseil fédéral: «tant que l'instruction préparatoire n'a pas été ouverte» peut prêter à équivoque et laisser entendre que le Ministère public peut ordonner un tel examen au-delà du cadre des enquêtes de la procédure judiciaire. Selon les explications fournies par le représentant du Ministère public en séance de commission, ce n'est pas le cas. Nous vous proposons de clarifier la norme, en modifiant la version du Conseil fédéral et du Conseil des Etats par les termes: «dans la procédure de recherche de la police judiciaire». Cette modification a été adoptée à l'unanimité par la commission.

En ce qui concerne l'alinéa 3, qui règle le droit de procéder à l'examen de personnes non inculpées en se passant de leur consentement, un tel examen est soumis à un régime juridique plus sévère, et ne peut intervenir que lorsque cela est absolument nécessaire pour élucider des faits essentiels, c'est-à-dire lorsque l'éclaircissement ne peut se faire par d'autres moyens. Cette disposition touche également les personnes ayant la possibilité de refuser le témoignage. Celles-ci ne peuvent refuser de se soumettre à un tel examen. La commission s'est ralliée, par 9 voix contre 6 et deux abstentions à la version du Conseil fédéral et du Conseil des Etats. Elle a ainsi rejeté une proposition visant à ne pas soumettre contre leur volonté les personnes qui ne sont pas tenues de témoigner. En effet, la majorité de la commission estime qu'une telle exclusion pourrait paralyser l'enquête ou aller parfois à l'encontre des intérêts des personnes soumises à un tel examen. Le droit de refuser un témoignage concerne avant tout les proches. Ceux-ci peuvent se trouver dans une situation de conflit et être amenés à mentir pour couvrir un parent.

La situation n'est pas la même lors d'un examen physique. Il s'agit ici d'établir un fait et l'on peut comparer cela avec d'autres mesures de contrainte, telles que l'écoute téléphonique, lesquelles s'étendent nécessairement à des personnes qui pourraient refuser un témoignage. De l'avis de la commission, l'intérêt à établir la vérité l'emporte en l'espèce sur le droit de refuser un témoignage. En outre, la disposition ne fait que codifier la pratique actuelle.

Nous vous proposons cependant une petite modification rédactionnelle qui ne concerne que le texte allemand: «gegen Ihren willen» est remplacé par «ohne Ihre Zustimmung». Cette formule est plus juste et correspond au texte français, elle couvre ainsi notamment les personnes incapables de discerner, les blessés inconscients et les enfants.

Angenommen – Adopté

Abs. 4 – Al. 4

Vollmer, Sprecher der Minderheit: Der Minderheitsantrag zu Artikel 73ter Absatz 4 sollte eigentlich mehrheitsfähig sein. Es ist eine Formulierung, die uns in der Kommission von der Verwaltung vorgeschlagen worden ist, nachdem wir in der Dis-

kussion darauf aufmerksam gemacht hatten, dass der ursprüngliche Text des Bundesrates sehr viele Fragen unbeantwortet lässt. Wenn im Text des Bundesrates steht, die Untersuchung müsse von einem Arzt, einer Ärztin oder «einer andern sachkundigen Person» vorgenommen werden, muss man fragen, was das heisst. Das heisst, es braucht offenbar keinen Arzt, das kann irgendeine sachkundige Person sein, zum Beispiel ein Psychologe.

Wir sind der Auffassung – Herr Bundesrat Koller hat das auch im Eintretensvotum gesagt –, dass wir uns bei diesem Gesetz in einer sehr sensitiven Materie befinden. In Artikel 73ter geht es gar darum, ob Untersuchungen bezüglich des körperlichen und geistigen Zustandes einer Person angeordnet werden können; deshalb müssen wir hier noch einmal vorsichtiger sein. Wir glauben, dass es nicht korrekt und in der Fassung des Bundesrates ein bisschen zu offen formuliert ist, wenn man einfach schreibt, dass diese Untersuchungen auch durch eine «andere sachkundige Person» vorgenommen werden können.

Die Verwaltung hat uns freundlicherweise einen Vorschlag unterbreitet, der auch dem Fall Rechnung trägt, wenn eine bestimmte Untersuchung über den körperlichen oder geistigen Zustand einer Person nicht von einem Arzt vorgenommen wird, sondern von einer anderen Hilfsperson oder von einem Vertreter einer Disziplin, die nicht als ärztliche Disziplin gilt. In diesem Fall soll die Untersuchung aber doch zumindest unter ärztlicher Leitung stattfinden. Wenn wir zumindest eine ärztliche Leitung festschreiben, schützen wir die Beschuldigten davor, von irgendwelchen Personen untersucht zu werden.

Ich bitte Sie deshalb, diesem Minderheitsantrag zuzustimmen. Er ist in der Kommission ja auch nur ganz knapp, mit 5 zu 6 Stimmen, abgelehnt worden und erst noch bei einigen Enthaltungen. Wir meinen, dass wir der Problematik der Sensitivität gerade in diesem Artikel, bei dem es um sehr persönliche Fragen geht, mit der Formulierung der Minderheit besser Rechnung tragen können.

Ich bitte Sie deshalb, hier der Minderheit zuzustimmen.

M. Cotti, rapporteur: La proposition que M. Vollmer vient de nous soumettre présente quelques légères différences par rapport à la proposition de la majorité de la commission. L'alinéa 4 énonce les personnes compétentes pour effectuer de tels examens. Il s'agit avant tout de médecins, hommes ou femmes. L'examen peut être également – selon la majorité – confié à une personne qualifiée. La minorité, représentée par M. Vollmer, propose de biffer l'expression «personne qualifiée» et de la remplacer par: «de tels examens ne peuvent intervenir que sous la conduite d'un médecin». M. Vollmer vient de le dire, la commission, à une faible majorité et trois abstentions, a décidé de rejeter la proposition Vollmer. La majorité de la commission estime, en effet, qu'il n'est pas justifié de confier l'examen à un seul médecin, ce dernier n'étant pas toujours en mesure d'effectuer des examens nécessitant des techniques ou des connaissances particulières. Il est parfois nécessaire de recourir à des physiciens, à des chimistes, à des biologistes, à des experts de toute autre nature. De même lorsqu'un éminent psychologue est en mesure de procéder à un examen, il faut pouvoir s'adjoindre ses services. Toutefois, il ne peut être question de confier de tels examens à n'importe qui, mais à des personnes qualifiées. Ceux-ci ne peuvent d'ailleurs être ordonnés et entrepris que dans la mesure où il n'existe aucun risque pour l'intégrité corporelle de la personne concernée.

Cincera, Berichterstatter: Es geht im Prinzip darum, dass Herr Vollmer beantragt, den Begriff Arzt zu belassen, und dann noch eine Formulierung wählt, die geschlechtsneutral ist. Er befürchtet nämlich eine Aufweichung dieses Rechtes, wenn wir es bei der «sachkundigen Person» gemäss Text des Bundesrats belassen. Die Meinung der Mehrheit – und auch die Auskünfte, die wir erhalten haben, waren entsprechend – ist aber, dass es immer schwieriger wird, genau festzustellen, wozu es sich handeln kann, wenn nicht auch andere Spezialisten als Ärzte, eben z. B. Physiker, Chemiker oder Orthopäden, beigezogen werden können. Orthopäden sind auch

keine Aerzte, aber es sind Fachleute auf dem Gebiete der Orthopädie. Es könnte hier ein Fall sein, bei dem der körperliche Zustand im Zusammenhang mit irgendeinem Vergehen genau auf diese Behinderung hin untersucht werden müsste. Die Meinung ist also nicht, dass man gewöhnliche Feld-, Wald- und Wiesenleute beiziehen sollte, sondern Sachverständige, die über ein ganz bestimmtes Sachwissen verfügen, das im Sinne der Untersuchung dann auch die richtigen Ergebnisse gibt.

Die Kommission hat mit einer kleinen Mehrheit (mit 6 zu 5 Stimmen, bei Enthaltungen) der bundesrätlichen Fassung zugestimmt. Im Namen der Mehrheit bitte ich Sie, dies auch zu tun.

Bundesrat Koller: Es geht zweifellos nicht um ein kapitaless Problem, und zwar aus folgenden Gründen: Auf der einen Seite habe ich durchaus ein gewisses Verständnis, wenn Herr Vollmer wegen der Sensitivität des Problems die ärztliche Leitung verlangt. Ich habe mir auch überlegt, ob nicht der Zusatz «oder einer andern sachkundigen Person» Juristenfutter abgeben könnte, wenn strittig würde, ob diese Person jetzt wirklich sachkundig ist oder nicht.

Diese Bedenken sind meines Erachtens aber unbegründet, weil immer eine richterliche Anordnung für diese Untersuchung notwendig ist. Ich würde daher meinen, man kann dem Richter durchaus zutrauen, dass er in seiner Verfügung die richtige Person bezeichnet. Aus diesem Grunde scheint mir der Vorschlag des Bundesrates doch flexibler zu sein, und eine Missbrauchsgefahr sehe ich nicht als gegeben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	54 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	51 Stimmen

Abs. 5 – Al. 5

Angenommen – Adopté

Art. 73quater, 101bis, 102bis, 102ter

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 102quater

Antrag der Kommission

Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1bis

Die Bekanntgabe kann wie bei der Rechtshilfe (Art. 27 Abs. 2, 2bis) verweigert, eingeschränkt oder mit Auflagen versehen werden.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Vorbehalten bleiben die Rechtshilfavorschriften in anderen Bundesgesetzen, allgemeinverbindlichen Bundesbeschlüssen und völkerrechtlichen Verträgen.

Abs. 4

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Thür, Günter, Jeanprêtre, Leuenberger Moritz, Neukomm, Rechsteiner, Vollmer)

Abs. 1

Personendaten dürfen grundsätzlich nur in dem Verfahren Verwendung finden, für das sie erhoben worden sind.

Abs. 1bis

Ablehnung des Antrages der Mehrheit

Abs. 2

Die Verwendung von Personendaten in einem anderen gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren ist unter den Voraussetzungen von Artikel 29bis Absatz 4 zulässig.

Abs. 3

Die Verwendung von Personendaten in einem anderen Verwaltungs- oder Zivilverfahren ist nur zulässig, wenn die geltend gemachten Interessen öffentliche oder private Interessen an der Geheimhaltung überwiegen. Ueber die Zulässigkeit entscheidet der Präsident der Anklagekammer.

Abs. 4

Die Weitergabe von Personendaten an Private ist ausgeschlossen.

Art. 102quater

Proposition de la commission

Majorité

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1bis

A l'instar de l'entraide judiciaire (art. 27, al. 2, 2bis), la communication peut être refusée, restreinte ou assortie de charges.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

.... lois fédérales, arrêtés fédéraux de portée générale et traités de droit international sont réservées.

Al. 4

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Thür, Günter, Jeanprêtre, Leuenberger Moritz, Neukomm, Rechsteiner, Vollmer)

Al. 1

Les données personnelles ne peuvent en principe être utilisées que dans le cadre de la procédure pour laquelle elles ont été collectées.

Al. 1bis

Rejeter la proposition de la majorité

Al. 2

L'utilisation de données personnelles dans le cadre d'une autre recherche de la police judiciaire est licite dans les limites de l'article 29bis, 4e alinéa.

Al. 3

L'utilisation de données personnelles dans le cadre d'une autre procédure administrative et civile n'est licite que si les intérêts invoqués l'emportent sur les intérêts publics ou privés au maintien du secret. La décision sur la licéité incombe au président de la chambre d'accusation.

Al. 4

La communication de données personnelles à des particuliers est exclue.

Thür, Sprecher der Minderheit: Hier geht es um eine grundsätzliche Bestimmung, vor allem im Lichte der Erfahrungen von Puk EJPD und Puk EMD. Es geht hier um die Frage, wem vor Einleitung einer Voruntersuchung Daten aus einem gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren bekanntgegeben werden dürfen. Bekanntlich hat die Kommission des Ständerates, welche das Datenschutzgesetz nach Bekanntwerden der Vorkommnisse im EJPD behandeln musste, beschlossen, die Beratungen über den Bundesstraßprozess und das Rechtshilfegesetz zurückzustellen, weil man die Ergebnisse und Erkenntnisse der Puk EJPD in die Gesetzesberatung einfließen lassen wollte.

Sie wissen ferner, dass die Puk EJPD eine Motion vorgeschlagen hat, welche von diesem Rat einstimmig überwiesen wurde und welche u. a. verlangt, dass der Datenschutz auch im Bereiche der Bundesanwaltschaft eingeführt werden müsse. Insbesondere wird darauf hingewiesen, dass dem Betroffenen ein Einsichts- und Berichtungsrecht einzuräumen ist, wenn nicht zwingende Gründe des Staatsschutzes dagegen sprechen.

Diese Problematik wird nun in diesem Artikel 102quater angesprochen. Wenn wir uns die Erkenntnisse und Postulate der Puk EJPD vor dem Hintergrund dieser Vorlage noch einmal vor Augen führen, müssen wir feststellen, dass bei der Puk der Berg einmal mehr eine Maus geboren hat. Ich sage «einmal mehr», weil ich Sie an das Trauerspiel im Zusammenhang mit

der Diskussion um die Sicherheitsdelegation erinnern möchte.

In der von der Kommissionsmehrheit vorgeschlagenen Fassung des Artikels 102quater werden unseres Erachtens die Puk-Erkenntnisse weitgehend in den Wind geschlagen. Unbeirrt wird den Bundesbehörden eine fast unbefristete Kompetenz zur Weitergabe von Daten erteilt. So können den gerichtspolizeilichen Organen und den Gerichtsbehörden sowie anderen mit Polizeiaufgaben betrauten Verwaltungsbehörden des Bundes und der Kantone Daten aus einem gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren noch vor Einleitung der Voruntersuchungen – das ist der springende Punkt! – weitergegeben werden. Das gleiche gilt für die Weitergabe an die Organe des Staatsschutzes und der militärischen Sicherheit. Solche Daten können noch vor Einleitung der Voruntersuchung an diese Instanzen weitergegeben werden, also noch bevor feststeht, ob es im betreffenden Verfahren überhaupt zu einer Anklage kommt; in einer Phase, in welcher sich Anschuldigungen noch als völlig haltlos erweisen können; in einer Phase, wo der Betroffene vielleicht gar keine Kenntnis von den Anschuldigungen hat.

Ein grundlegender datenschutzrechtlicher Grundsatz heisst, dass Daten zwischen verschiedenen Justizbehörden nicht einfach weitergegeben werden dürfen. Wenn es weiterhin möglich ist, dass ohne Begründung und ohne Schranken Daten weitergegeben werden dürfen, ist der Missstand, wie er in den letzten Jahrzehnten im Bereiche des Staatsschutzes vorherrschte, wieder vorprogrammiert.

Deshalb möchte die Minderheit mit ihrem Konzept in Artikel 102quater zunächst den Grundsatz festschreiben, dass Personendaten nur in dem Verfahren Verwendung finden dürfen, für welches sie erhoben worden sind. Es geht hier nicht um eine Schwächung der Strafverfolgungskompetenzen des Staates, wie Herr Blatter im Eintretensvotum befürchtet hat. Von diesem Grundsatz, den wir in Absatz 1 aufstellen wollen, kann nur in klar definierten Fällen abgewichen werden. Diese Ausnahmen werden dann nach unserem Konzept in den Absätzen 2 und 3 genau geregelt. Eine Ausnahme ist dann angebracht, wenn in einem anderen gerichtspolizeilichen Verfahren konkrete Anhaltspunkte bestehen, dass die Verwendung von Personendaten in jenem Verfahren Aufschluss geben kann.

Eine zweite Ausnahme wollen wir dann zulassen, wenn in einem anderen Verwaltungs- oder Zivilverfahren die geltend gemachten Interessen öffentliche oder private Interessen der Geheimhaltung überwiegen. Auch in einem solchen Fall wären wir damit einverstanden, dass Personendaten in einem anderen Verfahren verwendet werden dürften – in allen anderen Fällen allerdings nicht. Da ist insbesondere jener Fall nicht enthalten, wo Daten an die Datenschutzbehörden weitergegeben werden dürfen, noch bevor eine Anklage erhoben worden ist. Wichtig ist nun zudem, dass die Beurteilung dieser Frage nicht der interessierten gerichtspolizeilichen Behörde überlassen werden darf. Wir verlangen, dass diese Interessenabwägung – um eine solche muss es sich handeln – durch eine vom Ermittlungsverfahren unabhängige Instanz vorgenommen wird. Wir schlagen den Präsidenten oder die Präsidentin der Anklagekammer vor. Das ist nach unserem Konzept im letzten Teil des Absatzes 3 festgeschrieben.

Mit diesem Konzept, dieser ausgewogenen Regelung, hoffen wir, die Voraussetzungen dafür geschaffen zu haben, dass ein Missbrauch bei der Verwendung von Daten in anderen Verfahren oder durch andere Behörden künftig nicht mehr so rasch wie in den letzten Jahren geschehen kann.

Ich bitte Sie deshalb, diesem Antrag zu Artikel 102quater Absätze 1 bis 4 zuzustimmen.

M. Cotti, rapporteur: M. Thür vient d'expliquer sa proposition concernant les alinéas premier, 2, 3 et 4 de l'article 102quater. J'ai pris connaissance il y a un instant de documents dans lesquels la proposition n'est pas présentée de façon complète. Il s'agit en effet d'opposer le modèle du Conseil fédéral et de la commission à celui préparé par M. Thür. Je vous décrirai donc le modèle du Conseil fédéral et de la majorité de la commis-

sion ainsi que du Conseil des Etats en faisant quelques comparaisons avec la proposition de M. Thür.

L'article 102quater règle de manière restrictive la communication des données personnelles collectées par la police judiciaire dans le cadre de ses recherches. Il vise les communications pouvant intervenir avant l'ouverture formelle de l'instruction préparatoire. Les données de police sont le plus souvent des informations sensibles. Du point de vue du droit de la protection des données, il est dès lors important d'en limiter la communication. C'est ce à quoi tend l'article 102quater.

L'alinéa premier énumère les autorités habilitées à recevoir des données afférentes aux recherches de la police judiciaire. Contrairement à la proposition de la minorité, l'énumération des autorités destinataires éventuelles des données de police judiciaire est exhaustive. En outre, la disposition précise les buts dans lesquels les données peuvent être communiquées. Font exception les communications au Conseil fédéral, aux organes chargés de la protection de l'Etat et de la sécurité militaire ainsi qu'au préposé fédéral à la protection des données. Dans ces cas, la disposition ne détermine pas les finalités. Toutefois, une communication ne peut intervenir que dans la mesure où elle est nécessaire à l'exécution d'une tâche légale de l'un de ces organes. La finalité devra dès lors être recherchée dans des lois spécifiques.

A l'alinéa 2, on prévoit que les données de police judiciaire peuvent également être communiquées à d'autres autorités ou à des particuliers afin de prévenir un danger imminent. La minorité voudrait interdire la communication à des particuliers. Cette interdiction paraît à la majorité de la commission peu réaliste. En effet, la police qui, par exemple, apprend qu'un requérant d'asile est en danger en raison d'un acte d'espionnage ordonné par son pays d'origine, doit pouvoir l'en avertir. De même, l'hôtel dans lequel se déroule une conférence sur laquelle plane une menace d'attentat doit également être avisé pour permettre à la police de prendre les mesures de sécurité nécessaires.

La proposition de la minorité Thür veut aussi limiter la réutilisation des données. Ainsi, dans son alinéa premier, il pose le principe selon lequel les données ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été collectées et, dans son alinéa 2, il prévoit que les données ne peuvent être utilisées dans le cas d'une autre enquête de police judiciaire qu'aux conditions prévues par l'article 29bis, alinéa 4, à savoir, «lorsque les éléments concrets permettent de présumer qu'elles peuvent apporter des éclaircissements». Ces deux dispositions sont superfétatoires. Elles reprennent de manière plus étroite les dispositions de l'article 29bis, lesquelles sont, de l'avis de la commission, suffisantes.

Du point de vue de la technique législative, cette répétition n'est d'ailleurs pas heureuse et pourrait créer des difficultés d'interprétation.

L'alinéa 3 de la proposition de M. Thür règle l'utilisation des données dans le cadre d'autres procédures administratives ou civiles. La disposition fait dépendre l'utilisation de l'existence d'un intérêt prépondérant l'emportant sur les intérêts publics ou privés au maintien du secret. En outre, chaque communication ou utilisation de données devrait faire l'objet d'une décision du président de la Chambre d'accusation. Du point de vue de la protection des données, la pesée des intérêts en présence, avant de communiquer les données, est indispensable et la communication ne peut revêtir un caractère d'automatisme. L'autorité qui communique doit apprécier de cas en cas et effectuer elle-même cette pesée des intérêts. Si un intérêt public ou privé au maintien du secret l'exige, elle doit alors refuser de communiquer les données, en restreindre la communication ou l'assortir de charges. Cette exigence figure d'ailleurs à l'article 27, alinéa 2, qui régit les conditions de l'entraide judiciaire.

La commission vous propose à l'unanimité d'adopter à la version du Conseil fédéral et du Conseil des Etats un alinéa 1bis garantissant le respect d'intérêts publics importants et de l'intérêt manifestement légitime de la personne concernée par le maintien du secret professionnel.

La commission, par 9 voix contre 7, refuse de suivre la proposition de la minorité qui veut soumettre la décision du président

de la Chambre d'accusation à la communication dans le cadre d'autres procédures civiles et administratives. Une telle procédure serait en effet impraticable et rendrait difficile une prise de décision rapide.

Finalement, la commission vous propose une modification d'ordre rédactionnel à l'alinéa 3 de la version du Conseil fédéral et du Conseil des Etats, qui reprend la formulation adoptée lors de la discussion de la loi sur la protection des données. Au vote final, la commission, par 11 voix contre 5, a adopté la version du Conseil fédéral à l'article 102quater.

Je vous invite donc à adopter l'article 102quater dans la version de la majorité de la commission et à rejeter la proposition de minorité de M. Thür.

Cincera, Berichterstatter: Der Nachteil des Vorschlages der Minderheit Thür ist, dass die Stellen, die Daten erhalten sollen, nicht mehr abschliessend aufgezählt sind. Das heisst, dass man immer eine Interessenabwägung machen muss und dass damit auch immer eine gewisse Rechtsunsicherheit entsteht, weil sich eine unterschiedliche Praxis herausbilden könnte. Auch die zusätzliche Instanz, die eingeschoben werden muss – die Präsidentin oder der Präsident der Anklagekammer –, wird eher zu Komplikationen und Verzögerungen führen. Im übrigen sind die Bedenken, die Herr Thür angeführt hat, in anderen Artikeln dieses Gesetzes weitgehend oder praktisch vollumfänglich abgedeckt. Der Kommissionspräsident erklärte das im Detail.

Bundesrat Koller: Ich möchte zunächst der Behauptung entgegen treten, dass sich mit dem Vorschlag des Bundesrats und der Kommissionsmehrheit nichts ändere. Wir waren uns bewusst, dass es sich bei Daten, die im Rahmen gerichtspolizeilicher Verfahren erhoben werden, um sensitive Daten im Sinne des Datenschutzgesetzes handelt. Das war auch der Grund, weshalb wir Ihnen gegenüber dem heutigen Zustand neu eine detaillierte und abschliessende Aufzählung all jener Instanzen vorschlagen, denen solche gerichtspolizeiliche Daten überhaupt mitgeteilt werden können. Es sind im wesentlichen drei Gruppen, wenn Sie Artikel 102quater näher anschauen.

Zunächst einmal ist die Bekanntgabe an andere Organe, die mit der Verfolgung von Straftaten befasst sind, zulässig. Das sind Polizeiorgane, die Gerichtsbehörden und andere mit Polizeiaufgaben betraute Verwaltungsbehörden von Bund und Kantonen. Gegen die Bekanntgabe an diese Gruppe hat auch die Minderheit von Herrn Thür grundsätzlich kaum etwas einzuwenden.

Dann gibt es allerdings – das gebe ich zu – einen Unterschied: Es dürfen Daten aus dem gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren den Organen des Staatsschutzes (Abs. 1 Bst. c) bekanntgegeben werden. Wie weit die Staatsschutzorgane die Bekanntgabe von solchen Ermittlungsdaten selber verlangen und diese ihrerseits weitergeben dürfen, ist im kommenden Staatsschutzgesetz zu regeln.

Ich darf Herrn Thür darauf hinweisen, dass sich im Entwurf, der in Vernehmlassung ist, in genauer Analogie eine abschliessende Aufzählung aller Instanzen findet, die solche gerichtspolizeiliche Daten verlangen dürfen, sowie derjenigen Instanzen, an die sie weitergegeben werden dürfen. Wir haben das im Staatsschutzgesetz vollständig analog weitergeführt.

Schliesslich wird vorgesehen, dass diese Daten auch dem Bundesamt für Polizeiwesen mitgeteilt werden dürfen, damit das Bundesamt für Polizeiwesen seine Verpflichtungen im Rahmen der Rechtshilfe bzw. im Rahmen des Ripol erfüllen kann. Auch das kann eigentlich kaum bestritten werden. Dass der Datenschutzbeauftragte und der Bundesrat Einsicht in diese Daten nehmen können müssen, wenn sie ihre Aufsichtsaufgabe erfüllen wollen, kann kaum bestritten sein.

Worin liegen die Nachteile des Antrages der Minderheit? Von der Methode her glaube ich, dass es wenig bringt, wenn wir hier das allgemeine Prinzip des Datenschutzgesetzes von Artikel 29bis einfach wiederholen. Das gilt von der Natur der Sache her sowieso. Bedenken haben wir einerseits gegen die übermässige Einschränkung, die ich genannt habe, aber vor

allem auch in bezug auf die Interessenabwägung, die durch den Präsidenten der Anklagekammer überprüft werden kann. Das ist nicht praktikabel, ein solches Verfahren wäre zu kompliziert, insbesondere bei dringenden verwaltungsrechtlichen Massnahmen. Bei Fernhaltungsmassnahmen gegenüber Ausländern beispielsweise käme ein solches Verfahren regelmässig viel zu spät.

Schliesslich hat der Antrag der Minderheit auch den Nachteil, dass dadurch die Bekanntgabe von Daten an Private absolut ausgeschlossen wird. Aus meinem Zuständigkeitsbereich kann ich ein Beispiel geben: Wenn aus gerichtspolizeilichen Ermittlungen erkennbar würde, dass Asylbewerber eine grosse, eminente Gefahr droht – etwa durch Agenten aus ihrem Herkunftsstaat –, dürften wir, falls Sie der Minderheit zustimmen, solche Asylbewerber nicht mehr warnen, obwohl in solchen Fällen eine Warnung ein Gebot der Menschlichkeit und unbedingt notwendig ist und möglich bleiben muss.

Aus all diesen Gründen ersuche ich Sie, der Mehrheit der Kommission und dem Bundesrat zuzustimmen, also den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit

81 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

49 Stimmen

Art. 105bis

Antrag der Kommission

Abs. 1¹

Amtshandlungen der gerichtlichen Polizei können beim Bundesanwalt angefochten werden (Art. 104 Abs. 1).

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 105bis

Proposition de la commission

Al. 1¹

Les actes de la police judiciaire peuvent faire l'objet d'un recours auprès du procureur général (art. 104 al. 1).

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr

La séance est levée à 13 h 00

Datenschutzgesetz (Datenbearbeitung auf dem Gebiet der Strafverfolgung)

Protection des données. Loi (Traitement des données en matière de poursuite pénale)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	Ad 88.032
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.11.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2172-2185
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 670

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.